

Document: EB 2007/92/R.18
Point de l'ordre du jour: 10 d) iii)
Date: 20 novembre 2007
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

République du Yémen

Options stratégiques pour le programme-pays

Conseil d'administration — Quatre-vingt-douzième session
Rome, 11-13 décembre 2007

Pour: **Examen**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le/la responsable du FIDA ci-après:

Abdalla Rahman

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2348
courriel: ab.rahman@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA	iv
Résumé de la stratégie pour le pays	v
I. Introduction	1
II. Le contexte du pays	1
A. Économie, agriculture et pauvreté rurale	1
B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel	6
III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays	7
A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures	7
B. Enseignements tirés	8
IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays	9
A. Avantage comparatif du FIDA	9
B. Objectifs stratégiques	9
C. Perspectives d'innovation	11
D. Stratégie de ciblage	12
E. Articulation au niveau des politiques	12
V. Gestion du programme	12
A. Gestion du COSOP	12
B. Gestion du programme de pays	13
C. Partenariats	13
D. Gestion des savoirs et communication	14
E. Cadre de financement SAFP	14
F. Risques et gestion des risques	15

Appendices

I. COSOP consultation process (Processus d'élaboration du COSOP)	1
II. Country economic background (Données économiques de base)	4
III. COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats)	5
IV. Previous COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats du COSOP précédent)	7

Dossiers clés

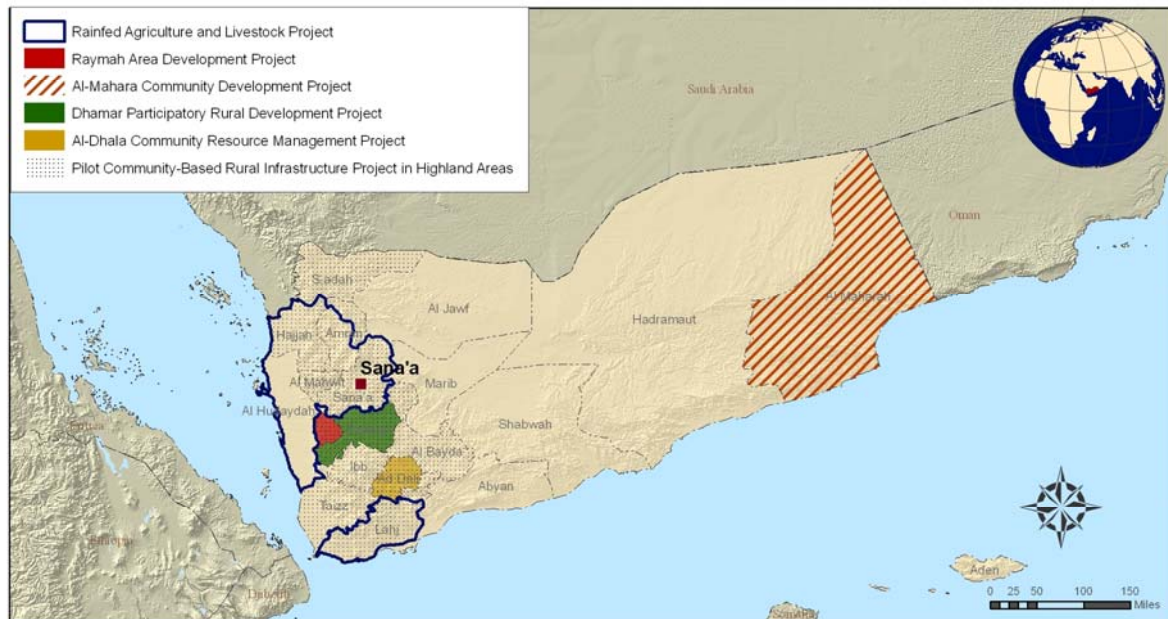
Dossier clé 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues (Pauvreté rurale et secteur agricole et rural)	16
Dossier clé 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis) (Matrice des organisations [Analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces]	19
Dossier clé 3: Complementary donor initiative/partnership potential (Initiatives complémentaires d'autres donateurs/possibilités de partenariats)	21
Dossier clé 4: Target group identification, priority issues and potential response (Identification du groupe cible, questions prioritaires et options envisageables)	22

Sigles et acronymes

COSOP	Options stratégiques pour le programme-pays
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
PIP	Programme d'investissements publics
PME	Petite et moyenne entreprise
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance

Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA

Yemen



Source FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires

Résumé de la stratégie pour le pays

1. Le présent document, qui expose les options stratégiques pour le programme-pays, est le troisième du genre pour la République du Yémen. Portant sur la période 2008-2013, il a pour objet de poursuivre les efforts visant à inscrire davantage le programme du FIDA dans les stratégies et plans nationaux. Il résulte d'un processus participatif de consultation des principales parties intéressées par la réduction de la pauvreté rurale. Les objectifs stratégiques de ce programme-pays sont conformes aux Objectifs du Millénaire pour le développement, à la stratégie nationale de réduction de la pauvreté et à la stratégie nationale de développement rural; ils correspondent également au Cadre stratégique 2007-2010 du FIDA et à ses priorités ainsi qu'au système d'allocation fondé sur la performance.
2. Avec un revenu national brut de 600 USD, le Yémen est l'un des pays les plus pauvres au monde. La pauvreté, qui touche près de 42% de la population, est un phénomène essentiellement rural — plus de 80% des pauvres vivent en milieu rural. Les principaux obstacles à la croissance sont les suivants: i) dépendance à l'égard du pétrole, qui fournit 80% des recettes d'exportation et 80% du revenu national; ii) une forte croissance démographique et un grand besoin d'emplois nouveaux pour une population relativement jeune; iii) la dégradation de la base de ressources naturelles, en particulier l'eau; et iv) le faible niveau de développement humain.
3. Face à cette pauvreté rurale et aux défis que doit relever le secteur agricole et rural, la réponse proposée par le FIDA s'articule autour de trois objectifs stratégiques.
 - i) **Premier objectif stratégique: rendre les communautés rurales autonomes.** Il s'agira de renforcer les institutions sociales et économiques des ruraux pauvres en développant les capacités locales et en reliant efficacement ces institutions aux structures des collectivités locales afin qu'elles puissent expliciter les besoins et priorités des communautés et permettre aux petits producteurs de tirer parti des économies d'échelle dans les secteurs de la production et de la commercialisation, et d'accroître leur pouvoir de négociation sur les marchés et avec les pouvoirs publics.
 - ii) **Deuxième objectif stratégique: promouvoir les services financiers ruraux viables à terme et les petites et moyennes entreprises rurales utiles aux pauvres.** Il s'agira de développer les associations d'épargne et de crédit, en particulier au sein des populations défavorisées des zones rurales reculées, et d'accroître le rayon d'action des organismes de microcrédit dans le Yémen rural pour appuyer la production agricole et la commercialisation ainsi que le développement de petites et moyennes entreprises rurales qui peuvent considérablement contribuer au recul de la pauvreté en offrant des emplois aux chômeurs, notamment aux jeunes et aux femmes.
 - iii) **Troisième objectif stratégique: améliorer la sécurité alimentaire des ménages pauvres.** Il s'agira de restaurer le potentiel productif de l'agriculture et d'accroître la productivité des ménages pauvres pour qu'ils puissent à la fois produire une part accrue des produits entrant dans leur alimentation et vendre la part de production excédentaire, afin d'augmenter leurs revenus et de leur donner la possibilité d'acheter les aliments et autres biens essentiels qu'ils ne produisent pas eux-mêmes.

4. **Questions transversales.** La participation de la population, la représentation équilibrée des deux sexes et la viabilité écologique seront des aspects généraux à prendre en compte dans toutes les interventions du FIDA. Le souci d'égalité entre hommes et femmes sera pris en compte dans le cadre de la stratégie de promotion de l'égalité hommes-femmes élaborée par le Ministère de l'agriculture et de l'irrigation avec l'appui d'autres donateurs, dont les principaux objectifs sont de permettre aux femmes d'accéder aux services de vulgarisation, à la terre, au microfinancement et aux technologies leur permettant de gagner du temps.
5. Compte tenu de la mission du FIDA et des divers besoins et stratégies de survie des populations pauvres, l'un des aspects principaux de la stratégie du FIDA au Yémen sera de mettre en place des partenariats pour tirer parti des synergies et de la complémentarité entre les divers acteurs.

République du Yémen

Options stratégiques pour le programme-pays

I. Introduction

1. Les options stratégiques pour le programme-pays (COSOP) proposées pour la République du Yémen résultent d'un processus participatif de consultation des principales parties intéressées par la réduction de la pauvreté rurale (voir l'appendice I). Portant sur la période 2008-2013, ce document examine les possibilités de contribution du FIDA à l'action de réduction de la pauvreté rurale sur une période de six ans et décrit comment le FIDA complétera l'action du Gouvernement yéménite et des autres partenaires du développement. Les objectifs stratégiques énoncés aux paragraphes 33 à 36 du présent COSOP sont conformes aux objectifs du Millénaire pour le développement et à la stratégie nationale de réduction de la pauvreté; ils correspondent également au Cadre stratégique 2007-2010 du FIDA et à ses priorités, ainsi qu'au système d'allocations fondé sur la performance (SAFP).
2. L'élaboration de ce COSOP a tiré parti d'un long processus de consultations bien ciblées entre le FIDA et les parties prenantes nationales qui s'est déroulé entre octobre 2006 et septembre 2007 (appendice I), ainsi que des résultats d'un examen du programme-pays entrepris en 2006 en vue de la préparation du COSOP (en l'absence d'une évaluation du portefeuille de pays, actuellement prévue pour 2010 par le Bureau de l'évaluation), d'une étude approfondie des données disponibles et de visites sur le terrain pour vérifier les constatations et solliciter l'avis des futurs bénéficiaires.

II. Le contexte du pays

A. Économie, agriculture et pauvreté rurale

Situation économique générale

3. **Un pays très pauvre.** Avec une population de près de 21 millions d'habitants (2006) et un PIB réel par habitant de 600 USD en 2005 (estimé à 631 USD pour 2006), le Yémen appartient au groupe des pays à faible revenu. Né en 1990 de l'unification du Yémen du Nord et du Yémen du Sud, le pays a un indice de développement humain de 0,492 et se classe au 150^{ème} rang des 177 pays mentionnés dans le Rapport sur le développement humain de 2006. L'indice sexospécifique du développement humain, qui est de 0,462, montre la disparité entre hommes et femmes pour ce qui est des aspects essentiels du développement humain et situe le Yémen au 117^{ème} rang sur 136 pays. Le Yémen se place au dernier rang des 75 pays cités dans le contexte de l'indicateur de la participation des femmes, avec une valeur de 0,128 en 2006, illustrant le manque de participation des femmes, comme l'indiquent ses quatre composantes: les femmes ne représentent que 0,7% des membres du Parlement, 4% de la totalité des parlementaires et des hauts responsables, et 15% de l'ensemble des professionnels et des agents techniques; le revenu moyen des femmes ne représente que 30% de celui des hommes.
4. **Une économie fortement tributaire du pétrole.** Le pétrole domine l'économie du Yémen, représentant environ 27% du PIB, 90% des exportations et plus de 80% des recettes publiques en 2006. La viabilité des finances publiques est donc très sensible aux fluctuations des cours du pétrole. La contribution des autres secteurs de l'économie (en 2005) est la suivante: services, y compris ceux fournis par l'État, 45%; agriculture, 14%; industrie et secteur manufacturier, pétrole excepté, 14%. Le secteur pétrolier n'offre toutefois que très peu d'emplois (21 000), la plupart des nouveaux emplois devront être créés dans l'agriculture, le secteur manufacturier et

celui des services. Le Yémen a récemment adhéré à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives.

5. **Une croissance économique irrégulière.** La période 1990-1994, c'est-à-dire les années ayant suivi la réunification du pays, a vu une détérioration rapide de l'économie et une grave crise des finances publiques. De 1995 à 2000, avec l'aide de la communauté internationale, le Yémen a mis en œuvre un programme de réformes économiques, financières et administratives et connu une solide croissance économique supérieure en moyenne à 5% par an. En 2000, le taux de croissance du PIB a amorcé un recul, passant de 4,4% en 2000 à 2,6% en 2005 (taux inférieur au taux de croissance démographique), du fait du ralentissement des réformes économiques, d'une contraction de l'investissement privé et de préoccupations de sécurité intérieure.
6. **Une économie confrontée à d'importantes difficultés.** Les réformes économiques menées entre 1995 et 2000 ont certes permis au Yémen d'atteindre la stabilité macroéconomique et une croissance raisonnable, mais le pays reste confronté à de sérieuses difficultés, notamment une pauvreté généralisée (42% de la population est considérée comme pauvre), la croissance rapide (3,1%) et la jeunesse de sa population (45% des Yéménites ont moins de 15 ans) qui représentent un enjeu de taille en matière de création d'emplois et de prestations sociales, et un appauvrissement de la base de ressources naturelles, en particulier l'eau; le Yémen est l'un des pays au monde qui manque le plus d'eau, la disponibilité d'eau par habitant n'y étant que de 340 mètres cubes, contre une moyenne régionale de 1250 mètres cubes et une moyenne mondiale de 7600 mètres cubes.

Agriculture et pauvreté rurale

7. **L'agriculture est un secteur crucial de l'économie yéménite.** L'agriculture est vitale pour près de 75% de la population totale considérée comme rurale. Pilier de l'économie rurale, le secteur emploie près de 54% de la main-d'œuvre du secteur formel et, d'après la Banque mondiale, a contribué à hauteur d'environ 12,9% au PIB en 2005. Cette faible contribution de l'agriculture au PIB sous-estime néanmoins l'importance du secteur pour l'économie, dans la mesure où de nombreuses activités secondaires et tertiaires sont liées à l'agriculture.
8. **Un potentiel agricole limité qui s'appauvrit.** La base de ressources agricoles du Yémen, qui couvre 1,6 million d'hectares, est limitée par rapport à la taille de la population. Les principales régions agricoles sont les hauts plateaux en terrasses où se pratique l'agriculture pluviale (44% de la superficie cultivée) et les plaines irriguées (par les eaux de crue ou la nappe phréatique) dans le centre (26%) et le long des côtes de la mer Rouge et de la mer d'Arabie (30%). Les principales cultures sont le sorgho, le blé, l'orge, les légumineuses, le khat (voir encadré ci-après), le café, les fruits (raisins et abricots) sur les hauts plateaux et le sorgho, le coton, les fruits (papayes, bananes et mangues) ainsi que les légumes dans les plaines. D'après les estimations, les pâturages couvrent plus de 20 millions d'hectares, accueillant environ 14 millions d'ovins et 1,4 million de bovins. Le Yémen dispose de riches ressources halieutiques exploitées par des pêcheurs pratiquant une pêche tant commerciale qu'artisanale. Toutefois, une bonne part des espaces en terrasses se dégradent parce qu'ils sont laissés à l'abandon ou insuffisamment entretenus; la nappe phréatique est ponctionnée; et les ressources halieutiques sont surexploitées et braconnées par les flottes internationales de pêche industrielle.
9. **Un pays avec un faible degré d'autosuffisance alimentaire.** Les petites exploitations d'une superficie moyenne inférieure à 1 hectare sont prédominantes. La productivité de l'agriculture yéménite est faible par rapport aux normes régionales et internationales. Le Yémen est un pays déficitaire sur le plan alimentaire; il produit moins d'un tiers des aliments dont il a besoin et importe chaque année pour près de 1,0 milliard de USD de produits alimentaires, alors qu'il

n'exporte que des quantités limitées de légumes, de fruits (bananes et mangues) et de café.

10. **Il existe des obstacles à une croissance rapide de l'agriculture.** Entre 1985 et 2005, l'agriculture a progressé au rythme de 4,6 à 5,7%. Ce taux de croissance, bien que supérieur au taux de croissance démographique, n'est pas suffisant pour entraîner un recul significatif de la pauvreté rurale. Si les stratégies et plans du gouvernement ciblent régulièrement l'agriculture comme secteur majeur de croissance économique créateur d'emplois, les obstacles à une croissance rapide du secteur n'en sont pas moins nombreux, et notamment: conditions climatiques défavorables et rareté de l'eau; superficie cultivable limitée; fragmentation des exploitations; inégalité foncière et des droits d'utilisation de l'eau dans les zones irriguées; sous-développement des institutions rurales qui n'influent guère sur l'élaboration des politiques et l'attribution des ressources en faveur du secteur rural et agricole; accès limité au crédit bancaire qui freine la création des moyens de production et le développement des petites et moyennes entreprises (PME); faible utilisation des technologies agricoles modernes, associée à l'insuffisance des services d'appui à l'agriculture, qui ont des effets négatifs sur la productivité des exploitations; et enfin développement insuffisant des infrastructures.
11. **La pauvreté est massive mais surtout rurale.** Le Yémen est l'un des pays les plus pauvres au monde et le plus pauvre des pays de la péninsule arabique. La pauvreté y est massive et grave partout dans le pays; environ 42% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté (24 USD par personne et par mois). Un autre segment important de la population vit à peine au-dessus de ce seuil de pauvreté, mais reste vulnérable en cas de chocs économiques ou naturels, même mineurs.

Le **Khat** (*Catha edulis*) est un arbuste ou arbrisseau dont les feuilles contiennent une substance psychotrope légèrement stimulante et que mâchent la plupart des Yéménites. Il joue un rôle majeur dans l'économie du Yémen puisqu'il représente actuellement 8% du PIB, 40% du PIB agricole et 10% des dépenses de consommation, et que presque 15% de la main-d'œuvre nationale est employée dans sa production et sa commercialisation. En 2005, la superficie plantée de khat couvrait 127 000 hectares de terres principalement irriguées (25% de la superficie irriguée) et utilisait 30% de l'eau utilisée chaque année. Les plantations de khat rivalisent avec les cultures vivrières et les cultures d'exportation pour ce qui est de la terre et de l'eau.

Au Yémen, le khat est un dilemme national considérable en raison de son impact sur l'utilisation du potentiel agricole limité du pays et des conséquences sociales et sanitaires de sa consommation. Sa production et sa commercialisation fournissent des emplois à environ un demi-million de personnes (producteurs, distributeurs, transporteurs et vendeurs), offrant aux producteurs des rendements financiers d'un niveau exponentiellement élevé par rapport à ceux d'autres cultures similaires. Un grand nombre de Yéménites pauvres dont le revenu est faible en consomment au détriment de leurs besoins essentiels, en devant également en assumer les coûts sociaux et sanitaires. Les dépenses liées au khat (1,2 milliard de USD par an) représentent 26% des dépenses des ménages, venant ainsi en deuxième position après la nourriture. On estime en outre que 20 millions d'heures travaillées sont perdues quotidiennement en raison des habitudes liées à la consommation de khat.

Les milieux politiques s'intéressent actuellement de très près à la question du khat compte tenu des problèmes que connaît le Yémen en matière de sécurité alimentaire du fait de l'envol récent des prix des produits alimentaires importés et de la vive émotion qu'elle a suscitée dans le pays. Le gouvernement reconnaît que le khat est un problème national complexe et qu'il faut pour s'y attaquer une stratégie nationale coordonnée, fondée sur un consensus national quant aux mesures qui doivent et peuvent être prises. Le FIDA appuiera les efforts mis en œuvre par le gouvernement à cet égard et les interventions de son programme-pays s'inscriront dans le cadre de la stratégie nationale qui va probablement voir le jour.

12. Le Yémen est avant tout un pays rural, où près de 73% de la population vit dans plus de 40 000 hameaux répartis dans les zones rurales. L'incidence de la pauvreté varie considérablement entre zones rurales et zones urbaines et d'un gouvernorat à l'autre. Près de la moitié de la population rurale est considérée pauvre, contre 31% en milieu urbain. D'après l'enquête nationale sur la pauvreté réalisée en 1999, le pourcentage de familles vivant au-dessous du seuil de pauvreté se situait entre 36,5 et 45,8% dans 17 des 20 gouvernorats. Les jeunes sont particulièrement exposés à la pauvreté monétaire. Les enfants et les jeunes représentent 67% de la population totale et l'incidence de la pauvreté est pour eux d'environ 20% supérieure à celle des adultes. En raison de la superficie réduite des terres

agricoles, les jeunes n'ont guère de possibilités de démarrer leur propre entreprise agricole; l'absence d'emplois rémunérateurs et la pauvreté des jeunes qui en résulte alimentent l'exode rural.

13. On peut regrouper, de manière générale, les ménages ruraux en trois grandes catégories: i) les **ménages sans terre**, souvent les plus pauvres. Ils possèdent souvent quelques moutons et chèvres, parfois quelques bovins. Le long des côtes de la mer Rouge et de la mer d'Arabie, la **pêche artisanale** est, pour ces ménages, la principale source de moyens de subsistance. Sur les hauts plateaux et dans les zones d'irrigation de crue de la plaine de Tihama, le long de la côte de la mer Rouge, certains de ces ménages ont recours au métayage sur les terres de grands propriétaires terriens, ou louent des terres appartenant au gouvernement ou mises en *waqf*; ii) les **ménages de petits exploitants**, qui possèdent de petites superficies de terres agricoles allant jusqu'à 2 hectares ou y ont accès (en location ou métayage). Sur ces terres, ils pratiquent une agriculture essentiellement pluviale, avec parfois de petits périmètres irrigués. Leurs terres sont habituellement fragmentées en plusieurs parcelles, sur lesquels ils pratiquent une agriculture de subsistance. Certains de ces ménages peuvent posséder quelques animaux, dont s'occupent principalement les femmes et les enfants. Certains membres de la famille peuvent avoir un emploi occasionnel, localement ou en tant que migrants; iii) les **agriculteurs possédant du bétail et des exploitations de taille moyenne**, pouvant aller jusqu'à 3 hectares, ou des périmètres irrigués plus étendus (jusqu'à 1,5 hectare) que le groupe précédent. Ils peuvent produire des cultures plus rentables (khat, arbres fruitiers et légumes) et sont généralement capables de satisfaire les besoins essentiels du ménage, bien qu'ils restent vulnérables en cas de chocs.
14. Les **femmes yéménites** jouent un rôle central dans la vie économique rurale. Outre leur lourde charge de travail domestique, elles sont les piliers de l'agriculture paysanne puisqu'elles représentent 60% de la main-d'œuvre dans l'agriculture et plus de 90% dans l'élevage. Malgré leur rôle essentiel dans la vie économique familiale, elles se heurtent à de graves difficultés qui les empêchent d'améliorer leur sort: elles ont très peu accès aux ressources et sont quasiment exclues des activités commerciales. Leurs taux d'analphabétisme sont supérieurs à ceux des hommes et leurs taux de scolarisation primaire inférieurs. Les femmes yéménites rencontrent aussi de nombreuses autres difficultés: leur liberté de mouvement est restreinte, et elles ne peuvent notamment pas quitter leur village; elles n'ont qu'une maîtrise limitée de leur propre fécondité et ne participent guère à la prise des décisions, que ce soit au sein de leur famille ou dans les affaires publiques. Elles sont pauvres et marginalisées et représentent donc un groupe cible très spécifique pour le FIDA.
15. Le plus souvent, la taille des ménages ruraux pauvres et le nombre de personnes à charge par famille sont supérieurs à la moyenne. Ces ménages comptent un nombre important d'adultes dont le niveau d'instruction est faible et qui sont au chômage ou en situation de sous-emploi. Le travail salarié local ou migrant fournit une part importante du revenu de ces ménages. Les familles agricoles pratiquent généralement une agriculture et un élevage de faible productivité utilisant peu d'intrants. Les ménages pratiquant la pêche artisanale tirent leurs moyens de subsistance de la pêche à proximité du rivage et ont très peu d'excédents à vendre.
16. Les **facteurs déterminants de la pauvreté** pertinents pour la mission du FIDA sont, entre autres:
 - la prédominance des petites exploitations et des faibles rendements, allant de pair avec la taille importante des familles et le nombre important de personnes à charge, qui fait que le revenu agricole par habitant est très faible, d'où une insécurité alimentaire marquée des ménages ruraux. En outre, la base de ressources naturelles productives est de plus en plus menacée en milieu rural: les terrasses se détériorent parce qu'elles sont laissées à l'abandon ou insuffisamment entretenues; la sécheresse

compromet aussi bien l'agriculture pluviale que la reconstitution de la nappe phréatique, d'où la raréfaction de l'eau. La situation est encore aggravée par la forte croissance démographique;

- le chômage et la pauvreté monétaire qui en résulte, courants au Yémen. La création de revenus hors exploitation, principalement dans le cadre de migrations saisonnières ou à plus long terme, a de tout temps constitué une stratégie importante de survie pour les ménages ruraux. En revanche, les emplois non agricoles dans les services et l'industrie sont rares au Yémen en raison de la rareté des investissements privés, cependant que les emplois dans les PME rurales sont limités par le manque de compétences techniques et administratives et le faible accès aux financements. La demande de main-d'œuvre yéménite non qualifiée dans les pays du Golfe est depuis peu remplacée par une demande de main-d'œuvre en provenance d'Asie du Sud, meilleur marché et soulevant moins de problèmes sur le plan politique;
 - l'accès limité au crédit pour financer les investissements dans l'agriculture et les PME rurales, qui constitue un frein majeur à la croissance, à la productivité et à l'accroissement des revenus dans le secteur agricole, ainsi qu'à l'amélioration de la sécurité alimentaire à l'échelle des ménages et du pays. Dans les zones rurales du Yémen, la plupart des biens de consommation et des investissements productifs datent des années 70 et 80 et ont été financés par les envois de fonds. Toutefois, les fonds envoyés par la main-d'œuvre expatriée ne représentent plus à l'heure actuelle qu'une fraction de ce qu'ils étaient avant 1990. En l'absence d'une tradition et d'une culture du recours au crédit, et compte tenu des besoins relativement limités en la matière, des possibilités restreintes du marché, de la médiocrité de l'infrastructure et des risques élevés inhérents à l'activité agricole au Yémen, les banques commerciales sont peu enclines à accorder des prêts en milieu rural;
 - la rareté des institutions rurales participatives pouvant plaider pour les zones rurales et exercer une pression politique en leur faveur, qui fait que ces zones n'ont pas bénéficié d'une part équitable des efforts de développement du gouvernement et ont davantage souffert de politiques et de schémas des dépenses inadaptés sans rapport avec les besoins et priorités des populations rurales.
17. Il ne fait aucun doute que le Yémen a obtenu, au cours des quelques dernières années, un certain succès dans la lutte contre la pauvreté. Ce succès est plus marqué en milieu urbain qu'en milieu rural. On estime que les taux de pauvreté urbaine ont baissé de 30,8% en 1998 à 18,7% en 2005, alors que les taux de pauvreté rurale n'ont reculé que de 45 à 42% au cours de la même période. La durée de vie moyenne est passée de 42 ans en 1970 à près de 62 ans aujourd'hui. Dans les écoles dispensant une instruction de base, les effectifs sont passés de 3 millions d'enfants en 1996 à 4,1 millions en 2004. Mais le Yémen connaît encore des taux élevés de fécondité, de mortalité des nourrissons et des enfants, de mortalité maternelle, de malnutrition et d'analphabétisme féminin. De plus, il n'a toujours pas résolu efficacement le problème de la pauvreté monétaire.
18. Le Yémen ne produit pas tous les aliments qu'il consomme et doit avoir recours aux importations pour près de 70% de ses besoins alimentaires (y compris 95% de ses besoins en céréales et grains). Près de 42% des ménages vivent dans l'insécurité alimentaire ou y sont vulnérables.
19. L'insécurité alimentaire des ménages ruraux résulte de l'exiguïté des parcelles et des faibles rendements. Ceux qui vivent dans l'insécurité alimentaire ont généralement moins de terres disponibles et possèdent moins de bétail et de volailles. Il leur est donc difficile de produire tous les aliments dont ils ont besoin et

leur pauvreté ne leur permet pas de recourir au marché pour satisfaire leurs besoins alimentaires. En outre, en raison du manque d'accessibilité des zones rurales dû au mauvais état général du réseau routier, du sous-développement des infrastructures commerciales, notamment les installations de manutention et d'entreposage, et du coût élevé du transport local, les produits alimentaires sont trop chers pour les ménages ruraux.

B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel

Le contexte institutionnel national

20. L'interlocuteur du FIDA sera toujours le Ministère de la planification et de la coopération internationale, représentant officiellement le gouvernement. Les organismes d'exécution restent le Ministère de l'agriculture et de l'irrigation, actuellement responsable de quatre projets financés par le FIDA, le Ministère des travaux publics et des infrastructures routières, actuellement responsable d'un projet et le Fonds social de développement, chargé d'un projet.
21. Sur le plan administratif, le Yémen est divisé en 21 gouvernorats et 332 districts. La loi de 2000 sur les administrations locales prescrivait la décentralisation en faveur des conseils élus à l'échelle des gouvernorats et des districts. Le budget local pour 2005 a été intégralement et directement préparé par les conseils locaux, mais la décentralisation budgétaire en est encore à ses premiers pas, et les conseils locaux ne jouissent que d'un pouvoir très limité en matière de taxation ou de dépenses. Il a néanmoins été possible, dans le cadre des projets appuyés par le FIDA, d'établir des partenariats fructueux avec les conseils locaux élus, en particulier à l'échelle des districts dans les zones d'intervention du FIDA.
22. S'agissant des prestataires de services, le FIDA a déjà travaillé en partenariat avec l'Office de recherche et de vulgarisation agricoles, en matière de transfert de technologies, et avec la Banque de crédit agricole et coopératif, en matière de fourniture de crédit aux petits exploitants. L'expérience menée avec cette banque a été décevante parce que son service de petit crédit rural n'est pas suffisamment décentralisé et enregistre des taux de remboursement très faibles. De manière générale, tous les partenaires locaux manifestent des carences institutionnelles graves, notamment de faibles capacités de gestion générale et financière, de l'absence d'une vision cohérente et correctement formulée, de l'insuffisance des procédures et du manque de clarté des processus.

La stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale

23. En matière de développement, le gouvernement yéménite dispose de deux instruments principaux. Le premier est sa **Vision stratégique à l'horizon 2025**, qui est un plan prospectif ou à long terme élaboré pour orienter le développement de l'économie et de la société. L'un de ses principaux buts est de transformer l'économie et de développer les ressources humaines pour parvenir en 25 ans au niveau de revenu par habitant d'un pays à revenu intermédiaire. Ce plan préconise la réorientation de la production agricole à l'appui de l'agriculture pluviale, le développement de la collecte des eaux, leur utilisation de façon plus efficace, la production de cultures rentables et offrant un potentiel d'exportation (café, pommes de terre et légumes dans le cadre d'une agriculture protégée) et la lutte contre la culture du khat. Pour ce qui est de la pêche, Vision 2025 met l'accent sur la recherche et les études pour améliorer la productivité, la qualité et la compétitivité moyennant l'amélioration des infrastructures commerciales de réfrigération, d'entreposage et de transformation.
24. Le deuxième instrument est le **document de stratégie pour la réduction de la pauvreté** (DSRP) et les **plans quinquennaux de développement** qui en découlent, dont le but est de diminuer la proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté. La mise en œuvre des premier (2000-2002) et deuxième (2003-2005) DSRP ainsi que du deuxième plan quinquennal de développement économique et social 2001-2005 est désormais achevée, et les

résultats sont inégaux. Le **troisième plan de développement quinquennal** a été renommé **plan 2006-2010 de développement pour la réduction de la pauvreté (PDRP)** pour qu'il s'inscrive dans le cadre du troisième DSRP. La lutte contre la pauvreté repose sur ce que l'on appelle les quatre axes ou piliers de la stratégie, à savoir croissance économique, développement des ressources humaines, amélioration des infrastructures et protection sociale. Les projets relevant du PDRP ont développé l'investissement grâce à un programme d'investissements publics de près de 6 milliards de USD.

25. Le PDRP reconnaît que l'avenir de l'agriculture repose sur le secteur de l'agriculture pluviale et sur une plus grande efficacité des périmètres irrigués existants, compte tenu du manque sérieux de ressources hydriques. Il propose de nombreuses activités visant à améliorer le secteur agricole et rural, y compris le développement de l'investissement dans le secteur pluvial, l'utilisation plus efficace de l'eau d'irrigation, le développement de la commercialisation et des cultures d'exportation ainsi qu'un accès accru au crédit et aux ressources financières pour les ménages ruraux. Le secteur de l'élevage doit être développé en améliorant vigoureusement les services vétérinaires et de santé animale, les services de vulgarisation, l'appui fourni aux ménages pour investir dans la production animale et l'engraissement du bétail, la gestion et le développement des terrains de parcours, et la création d'associations et groupements de producteurs pour tirer parti des économies d'échelle et accroître le pouvoir de négociation des éleveurs. Le principal instrument du PDRP est un programme d'investissements publics (PIP) d'un montant estimé à environ 5,7 milliards de USD, que le gouvernement a présenté au Groupe consultatif sur le Yémen à Londres (voir le paragraphe 28).

Harmonisation et alignement

26. **Un pays considérablement aidé par la communauté internationale.** En novembre 2006, le Groupe consultatif sur le Yémen s'est réuni à Londres sous l'égide du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (auquel le Yémen espère pouvoir se joindre), en présence de 39 donateurs (dont le FIDA). Au cours de cette réunion, le gouvernement a présenté son programme national de réformes, qui met l'accent sur l'amélioration de la gouvernance, et a présenté sa vision du développement du Yémen, telle que figurant dans le PDRP et le PIP qui y correspond. Le Groupe consultatif sur le Yémen a entériné le programme de réformes, soutenu le PIP dans lequel il voit un premier effort en vue de hiérarchiser les besoins d'investissement du pays, promis de fournir 4,7 milliards de USD (dont 2,3 milliards annoncés par des membres du Conseil de coopération des États arabes du Golfe) pour appuyer le PIP; les membres du Groupe consultatif sont convenus de continuer à harmoniser leurs activités dans le cadre global du PIP ainsi que de s'entraider pour fournir l'appui promis au Yémen.
27. Pour faciliter la coordination et l'harmonisation, le gouvernement a mis en place au sein du Ministère du plan et de la coopération internationale une unité technique chargée de faciliter, au niveau global, l'harmonisation et l'alignement de l'aide. Le FIDA s'est engagé à œuvrer avec ce dispositif d'harmonisation. En outre, dans le cadre de l'action de coordination des Nations Unies, il a contribué à l'élaboration du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement 2007-2011.

III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays

A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures

28. Les premières interventions du FIDA au Yémen remontent à la création du Fonds. À la fin de 2007, le FIDA avait appuyé 19 projets de développement, pour un coût total de près de 600 millions de USD, dont 190 millions directement financés, 235 millions de USD sous forme de cofinancement avec d'autres donateurs (Association internationale de développement, Fonds arabe pour le développement économique et social, Banque islamique de développement et, au titre de l'aide

bilatérale, gouvernements italien et néerlandais) et environ 175 millions de USD sous forme de contributions du gouvernement et des bénéficiaires. Treize de ces projets ont été achevés, cinq sont en cours et un vient d'être approuvé (en septembre 2007).

29. Au cours de la période visée par le présent COSOP (2000-2007), environ 260 000 ménages ruraux pauvres de toutes les régions du Yémen ont bénéficié des interventions financées par le FIDA. Le programme a aidé les communautés participantes à créer 450 comités de développement communautaire et à formuler des plans de développement villageois tenant compte des besoins des communautés, de leurs priorités et des ressources dont elles disposent. Les plans de développement villageois sont progressivement intégrés dans les processus de planification et de budgétisation des collectivités locales. Les investissements recensés dans ces plans et entièrement réalisés ont été transférés aux organismes compétents du gouvernorat qui en assurent l'exploitation et l'entretien, ou sont gérés et exploités par des comités locaux, sur la base d'un recouvrement intégral des coûts. Ces investissements ont permis de fournir une source d'eau potable à près de 120 000 ménages en créant 163 systèmes villageois d'adduction d'eau; d'améliorer l'accès de communautés isolées aux marchés et aux services moyennant la construction de 64 km de voies d'accès desservant 23 000 ménages; de construire 75 barrages, digues et réservoirs d'eau de surface d'une capacité globale de stockage de 0,6 million de mètres cubes permettant d'abreuver les animaux et d'irriguer plus de 2000 hectares supplémentaires; et de fournir des services de vulgarisation agricole et de protection des cultures qui ont permis d'accroître les rendements du mil (25%), du sorgho (45%), du blé et du maïs (100%), de la pomme de terre (34%), du café (150%), du miel (31%) et des petits ruminants (23%).
30. Dans le cadre des projets exécutés dans les zones côtières du gouvernorat de Al-Mahara, près de 700 pêcheurs artisanaux ont pu bénéficier de prêts et d'un appui technique pour l'achat de bateaux et de matériel de pêche modernes grâce auxquels ils ont pu élargir leur zone de pêche et accroître leurs prises, passées de 1 400 tonnes en 2000 à 10 000 tonnes en 2007. Le projet de Al-Mahara a également aidé les communautés de pêcheurs à construire, le long de la côte, 12 hangars pour la criée, qui leur permettent de mettre en commun les prises pour vendre à un nombre plus important de négociants intéressés, d'où une commercialisation plus rationnelle du poisson et une augmentation des prix obtenus par les pêcheurs.

B. Enseignements tirés

31. Le FIDA est actuellement l'un des deux principaux donateurs apportant une aide au secteur agricole rural au Yémen. Son portefeuille comporte six prêts d'un montant total de 85 millions de USD. Le FIDA a accumulé une riche expérience et une masse de connaissances sur l'économie et la société yéménites et s'est constitué un vaste réseau de contacts au sein du gouvernement et dans le public dans son ensemble. Un examen du programme-pays réalisé en 2006 en vue de l'élaboration du COSOP a permis une évaluation globale et systématique de l'expérience acquise par le FIDA au Yémen. Les enseignements tirés en sont notamment les suivants:
 - Les systèmes traditionnels de culture pluviale et d'association des cultures et de l'élevage ou le métayage sont les principales activités des pauvres. Toutefois, compte tenu du faible niveau de la base de ressources, l'agriculture à elle seule ne peut répondre aux besoins des ménages ruraux et les pauvres en particulier dépendent fortement, pour leurs moyens de subsistance, d'autres sources de revenus que l'agriculture. Les PME rurales peuvent jouer un rôle crucial dans l'augmentation et la diversification des revenus des ménages, mais il faudra pour cela améliorer l'accès au crédit et les compétences commerciales et techniques.

- Pour les pauvres, un accès au crédit est une condition essentielle à l'adoption de technologies et pratiques améliorées susceptibles d'accroître leur productivité et leurs revenus. La collaboration précédemment nouée avec la Banque de crédit agricole et coopératif n'a pas amélioré la desserte des ruraux pauvres et des petits exploitants. Le FIDA devra étudier d'autres modalités, y compris la coopération avec des organismes de microcrédit, en partenariat avec des institutions de crédit telles que le Fonds de développement social.
- Associer les communautés au travail d'identification, de hiérarchisation des priorités, de conception, d'exécution ainsi qu'à l'exploitation et à l'entretien des ouvrages communautaires est le meilleur moyen d'en garantir la prise en charge par les populations, leur engagement et, en fin de compte, la viabilité à terme de ces investissements. Cette durabilité est également améliorée si l'exploitation et l'entretien des équipements communautaires financés par les projets sont reliés aux institutions des collectivités locales dotées de compétences techniques et du pouvoir de perception de redevances.
- Il est essentiel de trouver le juste équilibre entre les investissements dans les infrastructures sociales qui améliorent les conditions de vie, d'une part, et les investissements économiques qui accroissent la productivité et la production et aident la population à se libérer de la pauvreté, de l'autre. Si leurs revenus n'augmentent pas suffisamment, les communautés ne pourront assurer durablement l'exploitation et l'entretien des infrastructures communautaires.
- Les contraintes économiques et institutionnelles, et en particulier celles liées à la bureaucratie et au manque de coordination interinstitutions, à la médiocrité des communications et à l'insuffisance des capacités locales de gestion, constituent de sérieux obstacles à l'exécution des projets. Les projets futurs devraient être de conception simple et d'envergure géographique limitée. La capacité de gestion des projets doit être améliorée.
- En raison des limites imposées aux femmes en ce qui concerne les contacts avec les hommes et la mobilité, les services de vulgarisation, de formation et autres devraient être assurés par du personnel féminin pour garantir que les femmes sont effectivement contactées et associées aux activités des projets. Le succès de l'intégration des femmes dans toutes les activités exige également un engagement vigoureux de la part des dirigeants des projets, par le biais d'une solide formation du personnel et des prestataires de services.

IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays

A. Avantage comparatif du FIDA

32. Ses interventions au Yémen ont permis au FIDA d'acquérir des compétences et une compréhension particulière dans divers domaines, notamment le développement communautaire et le renforcement institutionnel, la gestion des ressources, y compris agricoles et halieutiques, la protection de l'environnement et le crédit. L'avantage comparatif du FIDA réside dans son aptitude à travailler localement à l'échelle communautaire. Le gouvernement reconnaît dans le FIDA l'un des chefs de file du développement participatif rural et local dans le pays et souhaite qu'il poursuive son assistance dans ce domaine.

B. Objectifs stratégiques

33. Conformément aux objectifs arrêtés en matière de réduction de la pauvreté tant dans le PDRP que dans le Cadre stratégique du FIDA 2007-2010, le présent COSOP

et le programme-pays s'y rapportant ont pour but d'améliorer, de diversifier et de pérenniser les moyens de subsistance des populations rurales pauvres — hommes, femmes et jeunes — en particulier de ceux qui dépendent des systèmes de production reposant sur l'agriculture pluviale et l'élevage dans les zones d'intervention des projets du FIDA; il contribuera ainsi à la réalisation de plusieurs Objectifs du Millénaire pour le développement, notamment le premier (réduire la pauvreté), le troisième (promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes) et le septième (assurer un environnement durable). Ce COSOP vise à mettre en place des systèmes institutionnels durables et non exclusifs appuyés par des investissements et des politiques au profit des pauvres, des innovations pertinentes et des engagements en matière d'apprentissage, conformément aux trois objectifs stratégiques décrits dans les paragraphes ci-après.

34. **Premier objectif stratégique: rendre les communautés rurales autonomes.** Il faudra tout d'abord renforcer les partenariats avec les institutions des ruraux pauvres et les organisations de la société civile en recourant à des méthodes de développement à assise communautaire pour que les ruraux pauvres puissent devenir les principaux acteurs de leur propre développement. Il s'agira d'associer les pauvres de très près aux initiatives communautaires locales et aux activités productives. Compte tenu de la nouvelle orientation prise par le Yémen eu égard à la décentralisation des décisions et des responsabilités financières en faveur des conseils locaux élus, les projets bénéficiant de l'appui du FIDA chercheront des moyens d'établir des liens efficaces entre les institutions communautaires et les structures administratives locales pour garantir l'harmonie des décisions prises en matière d'investissement et la viabilité à terme de l'exploitation et de l'entretien. Les domaines d'action prioritaires sont notamment les suivants: i) renforcer les capacités des communautés en matière de planification, d'exploitation et d'entretien des investissements socio-économiques communautaires (eau potable, routes de desserte, infrastructure commerciale, etc.); ii) appuyer la création des groupes et associations de producteurs ayant des intérêts économiques communs pour leur permettre de tirer parti des économies d'échelle dans la production et la commercialisation et accroître leur pouvoir de négociation sur les marchés et auprès des autorités; iii) favoriser la représentation des femmes et des groupes les plus vulnérables au sein des structures communautaires et des groupements de producteurs; et iv) établir des liens entre les institutions communautaires et les structures démocratiques décentralisées des collectivités locales.
35. **Deuxième objectif stratégique: promouvoir les services financiers ruraux viables à terme et les PME rurales utiles aux pauvres.** Il s'agira de développer les associations d'épargne et de crédit, en particulier au sein des populations défavorisées des zones rurales reculées, et d'accroître le rayon d'action des organismes de microcrédit dans le Yémen rural pour appuyer la production agricole et la commercialisation ainsi que le développement des PME rurales qui peuvent jouer un rôle significatif dans la lutte contre la pauvreté en offrant des emplois aux chômeurs, notamment aux jeunes et aux femmes. Une aide sera apportée aux associations d'épargne et de crédit par le biais d'actions de mobilisation et de sensibilisation, de renforcement des capacités et de liaisons avec les organismes de microcrédit et les banques. L'aide aux organismes de microcrédit peut prendre la forme d'un accès aux fonds provenant du prêt et d'un appui technique en vue de la diversification de leur gamme de produits et de l'amélioration de leur gestion financière conformément aux meilleures pratiques internationales. Le but est de faire de ces organismes de microcrédit des institutions rentables qui deviendront à terme attractives et capables de recourir aux liquidités plus importantes du système bancaire pour obtenir des prêts. Le FIDA coordonnera l'appui fourni avec les programmes relatifs aux PME des autres donateurs, notamment pour: i) étudier la possibilité de création, au sein du gouvernement, d'un service financier rural spécialisé à même de fournir une assistance professionnelle et des fonds de prêt aux organismes de microcrédit; ii) coordonner les interventions avec le Programme des Nations Unies pour le développement et la Banque mondiale, ainsi qu'avec le

Groupe consultatif d'assistance aux pauvres, afin de garantir une meilleure couverture de la population ciblée et de s'assurer que les modalités d'intervention se renforcent mutuellement; et iii) promouvoir des échanges de connaissances sur les bonnes pratiques de financement en milieu rural.

36. **Troisième objectif stratégique: améliorer la sécurité alimentaire des ménages pauvres.** Le but est de restaurer le potentiel productif de l'agriculture et d'accroître la productivité agricole afin que les ménages pauvres puissent à la fois couvrir par leur production une part accrue de leurs besoins alimentaires et dégager un excédent commercialisable, de façon à améliorer leurs revenus et à pouvoir acheter de la nourriture sur les marchés. On privilégiera donc un certain nombre d'activités: rénovation du capital productif que sont les terrasses en courbes de niveau sur les hauts plateaux et aide à l'investissement dans la collecte de l'eau en vue d'irriguer une superficie supplémentaire pour accroître le rendement des cultures; appui aux pêcheurs artisanaux pour qu'ils puissent accroître les prises écologiquement viables par le biais d'investissements dans les bateaux et le matériel de pêche ainsi que dans la chaîne du froid pour la commercialisation; création d'un système communautaire de transfert des technologies et d'un réseau d'auxiliaires vétérinaires locaux formés qui auront été sélectionnés par les communautés et qui fourniront leurs services contre rémunération; étude des options permettant d'associer le secteur privé à la prestation des services à l'agriculture, de renforcer les liens commerciaux entre les petits producteurs, les ramasseurs, les transformateurs et les consommateurs, et de créer de solides institutions rurales privées, y compris des organisations paysannes et des organismes professionnels; et promotion des partenariats entre les communautés et le secteur privé (infrastructure de commercialisation des produits agricoles, routes de desserte et transport).
37. **Questions transversales.** La participation de la population, la représentation équilibrée des deux sexes et la viabilité écologique seront privilégiés dans toutes les activités du FIDA. Le souci d'égalité entre hommes et femmes sera pris en compte dans le cadre de la stratégie de promotion de l'égalité hommes-femmes élaborée par le Ministère de l'agriculture et de l'irrigation avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et du gouvernement néerlandais, stratégie dont les principaux objectifs sont de permettre aux femmes d'accéder aux services de vulgarisation, à la terre, au microfinancement et aux technologies leur permettant de gagner du temps.

C. Perspectives d'innovation

38. **Premier objectif stratégique.** Le COSOP reproduira les expériences de développement communautaire menées dans le cadre des opérations en cours dont le caractère innovant et le succès sont reconnus dans le contexte du Yémen. Les innovations à étudier concernent l'amélioration de la viabilité des institutions communautaires en établissant des liens durables avec les institutions décentralisées à l'échelon des collectivités locales.
39. **Deuxième objectif stratégique.** Le COSOP encouragera l'innovation à l'échelle des institutions de microfinancement en améliorant le rayon d'action des services proposés aux segments les plus pauvres de la population rurale, en introduisant de nouveaux produits financiers et un ensemble de modalités de crédit destinées aux entreprises rurales, et en renforçant les capacités et les compétences professionnelles. L'une des approches innovantes consiste à signer des contrats avec les organismes de microcrédit, portant non seulement sur leurs prestations, mais également sur la qualité de ces dernières. Une autre méthode consiste à travailler avec le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres pour trouver des solutions novatrices à la pénurie de fonds de crédit dont souffrent les organismes de microcrédit (y compris en recourant à la Banque postale comme source de fonds).
40. **Troisième objectif stratégique.** Le Yémen est un pays aride où le changement climatique pourrait avoir des conséquences tragiques, en particulier s'il entraînait

une diminution des pluies, situation qui menacerait de manière disproportionnée les moyens de subsistance des membres les plus pauvres et les plus vulnérables de la société rurale. Le FIDA s'associera au Fonds pour l'environnement mondial et à d'autres partenaires potentiels de manière à utiliser les ressources disponibles pour accorder des prêts et des dons en vue d'aider les groupes ciblés à s'adapter au changement climatique. Les innovations seront notamment des mesures écologiquement viables visant à encourager une meilleure gestion des maigres ressources hydriques à usage agricole, en faisant appel tant à l'agronomie qu'à l'ingénierie, ainsi que la mise au point de produits de financement rural qui pourraient réduire le risque climatique (par exemple l'assurance des cultures). En outre, on intégrera pleinement dans les activités les formules innovantes de gestion des ressources naturelles par les communautés mises au point dans le cadre du programme de don régional mis en œuvre avec le Centre international de recherche agricole dans les régions sèches sur le transfert de technologie visant à renforcer les moyens de subsistance en milieu rural et la gestion des ressources naturelles dans la péninsule arabique.

D. Stratégie de ciblage

41. La méthode de ciblage proposée comporte trois niveaux. Le premier est celui du gouvernorat parce que le FIDA centrera ses interventions sur les gouvernorats où l'agriculture pluviale est prédominante, c'est-à-dire ceux où l'incidence de la pauvreté et le nombre de pauvres sont susceptibles d'être les plus élevés. Le deuxième niveau est celui des communautés des gouvernorats sélectionnés identifiées au moyen d'une enquête socio-économique participative comme étant les plus pauvres et les plus défavorisées, en vue de les aider à élaborer leurs propres mécanismes d'autociblage n'excluant personne a priori. Le troisième niveau vise à adapter la finalité, le contenu et l'ampleur des interventions de manière à ce qu'elles intéressent principalement les populations pauvres.

E. Articulation au niveau des politiques

42. La concertation avec le gouvernement yéménite sur les principales politiques en rapport avec les objectifs stratégiques du pays se déroulera dans le cadre des consultations concernant le SAFFP, au cours du processus d'examen annuel. Le FIDA s'emploiera à faire comprendre aux parties prenantes la nécessité d'entreprendre un examen des dépenses publiques en milieu rural en vue de pallier les insuffisances institutionnelles et, en particulier, d'améliorer l'allocation et la gestion des ressources publiques pour que des ressources supplémentaires soient acheminées au niveau local. Le FIDA aidera également à élaborer une stratégie nationale de vulgarisation cohérente pour guider les projets, et à créer un environnement propice au développement des services financiers ruraux. Du fait de sa présence dans le pays, le FIDA pourra participer efficacement aux réunions et consultations régulièrement organisées avec d'autres donateurs et avec le gouvernement yéménite sur les grandes questions de politique générale.

V. Gestion du programme

A. Gestion du COSOP

43. Le présent COSOP sera un moyen d'assurer la planification et le suivi conjoints des interventions bénéficiant de l'appui du FIDA au Yémen. Pour garantir la cohérence du programme et mesurer sa performance, les systèmes de suivi et d'évaluation des projets financés au titre de ce COSOP seront alignés sur le cadre de résultats du COSOP, le système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA étant maintenu pour le programme en cours. La gestion du COSOP prévoira également des ateliers d'examen annuel, un examen à mi-parcours pour effectuer le bilan des réalisations et un rapport d'achèvement pour en tirer des enseignements et des données en vue de la préparation du COSOP suivant.

B. Gestion du programme de pays

44. **Partenariat pour l'exécution du programme de pays.** La gestion du COSOP sera assurée par l'équipe chargée de diriger le programme dans le pays, composée de membres compétents basés au FIDA ou au Yémen et représentant les partenaires locaux pertinents, notamment les organisations paysannes et les organisations non gouvernementales. L'équipe assurera le suivi du cadre de résultats du COSOP et appuiera l'exécution des projets en cours. Elle se rendra dans le pays au moins une fois par an pour examiner l'état d'avancement de l'exécution, organiser des séminaires d'échanges de connaissances et des réunions sur des thèmes spécifiques (par exemple le financement rural, le développement communautaire, la problématique hommes-femmes et le développement, etc.), recenser les problèmes concernant l'innovation, la concertation sur le fond et les partenariats ainsi que tirer des enseignements des réussites et des échecs.
45. Le Yémen fait partie du programme pilote relatif à la présence du FIDA sur le terrain. La principale responsabilité du fonctionnaire chargé de la présence dans le pays est de faire avancer l'exécution du programme-pays et de représenter le FIDA au sein des instances nationales de concertation et de définition des politiques en faveur des pauvres. Ce fonctionnaire jouera également un rôle majeur dans la mise en place de partenariats et la gestion des connaissances. La présence dans le pays a déjà amélioré la visibilité du FIDA au Yémen, contribué à améliorer la qualité de l'exécution des projets, le partage des connaissances et le renforcement des partenariats. Le Yémen est un candidat de choix en vue du détachement éventuel d'un directeur de programme-pays à moyen terme.
46. **Supervision.** Les projets financés par le FIDA sont actuellement supervisés par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (trois projets), par la Banque mondiale (deux projets) ou directement par le FIDA (un projet). Le travail de supervision privilégiera l'appui à l'exécution en vue d'obtenir des résultats et un impact. Au cours de la période visée par le présent COSOP, le FIDA augmentera le nombre des projets placés sous sa supervision directe au Yémen.
47. **Notation des projets à risque.** La note pour les projets à risques du Yémen s'est récemment quelque peu améliorée du fait de la participation active des autorités yéménites et du FIDA à la résolution des problèmes rencontrés à l'échelle des projets. De plus, le programme au Yémen pâtit habituellement de la longueur du délai qui s'écoule entre l'approbation et l'entrée en vigueur en raison de la lourdeur des procédures de ratification. Le gouvernement a accepté d'étudier les moyens de réduire ce délai.
48. **Réajustement des interventions antérieures.** Les projets les plus récents exécutés dans le pays sont dans leurs grandes lignes conformes aux objectifs stratégiques énoncés dans le présent COSOP. Pour les projets exécutés dans les gouvernorats de Dhamar et Al Dhala, l'examen à mi-parcours s'efforcera de réajuster ces interventions de manière rigoureuse afin qu'elles correspondent de plus près aux objectifs stratégiques du COSOP.

C. Partenariats

49. **Collaboration institutionnelle.** Outre les partenariats nationaux mentionnés plus haut, le FIDA collaborera avec d'autres grands donateurs, y compris des institutions financières internationales et régionales telles que la Banque mondiale, le Fonds de l'OPEP pour le développement international, la Banque islamique de développement et le Fonds arabe de développement économique et social ainsi que, autant que faire se peut, avec des donateurs bilatéraux et des institutions autres que financières, par exemple le Centre international de recherche agricole dans les régions sèches, le Centre international d'agriculture biosaline (développement et transfert de technologie) et le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (financement rural).

50. **Coordination institutionnelle.** Les interventions financées par le FIDA resteront fortement axées sur le travail en partenariat et en consultation étroite avec les principales parties prenantes de façon à tirer parti de leur complémentarité et des synergies existantes. Le dossier clé 2 présente l'analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces pour les principales institutions et recense les domaines dans lesquels peuvent exister des complémentarités avec le FIDA.

D. Gestion des savoirs et communication

51. Le partage des savoirs et l'apprentissage permettent d'améliorer l'exécution; la conception et l'impact des programmes futurs bénéficieront donc des programmes d'échanges entre agriculteurs et des ateliers sur des thèmes spécifiques (financement rural et développement à assise communautaire) qui seront organisés pour étudier les meilleures pratiques, rassembler des données à leur sujet et échanger l'information entre les divers partenaires. Le Yémen devrait être inclus dans la deuxième phase du réseau numérique KariaNet, qui relie les projets du FIDA dans la région en vue de mettre en commun les savoirs.

E. Cadre de financement SAFP

52. Le montant des fonds disponibles pour le Yémen au titre du SAFP, si les résultats actuels sont maintenus (voir le tableau 1), est de 16,6 millions de USD pour les trois années 2007-2009. La mise en œuvre du programme national de réformes, conjuguée aux mesures prises par le FIDA et le gouvernement pour améliorer l'exécution des projets et obtenir des fonds de contrepartie, devrait nettement améliorer la note SAFP et donc augmenter la part des ressources du FIDA allouée au Yémen au cours des années à venir (voir le tableau 2).

Tableau 1
Calcul de l'allocation SAFP pour la première année du COSOP

<i>Notes évaluant le secteur rural</i>	<i>COSOP année 1</i>
Cadre politique et juridique des organisations rurales	4,40
Concertation entre le gouvernement et les organisations rurales	4,00
Accès à la terre	3,80
Accès à l'eau à usage agricole	4,14
Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	4,00
Environnement propice au développement des services financiers ruraux	4,00
Climat de l'investissement pour les entreprises rurales	3,75
Accès aux intrants agricoles et aux marchés de produits	4,25
Accès à l'éducation en milieu rural	3,33
Représentation	4,25
Affectation et gestion des ressources publiques en faveur des zones rurales	3,67
Obligation de rendre des comptes, transparence et corruption en milieu rural	3,56
Moyenne	3,93
Note pour les projets à risque (PAR)	3
Indice d'affectation des ressources de l'IDA (EPIN)*	3,29
Note du pays	4 992 439
Allocation annuelle en USD (sur trois ans)	16 591 981

*EPIN = évaluation des politiques et institutions nationales

Tableau 2

Relations entre les indicateurs de performance et la note du pays

<i>Scénario de financement</i>	<i>Note PAR (+/- 1)</i>	<i>Notes de performance du secteur rural (+/- 0,3)</i>	<i>variation en pourcentage du score SAFP du pays par rapport au scénario de base</i>
Hypothèse basse	2	3,63	-14
Scénario de référence	3	3,93	0

53. Quatre nouveaux projets, à savoir le projet de développement de Al Baïda, le projet de développement de la zone côtière du sud-ouest, le projet de développement agricole de Lahij et le projet de développement rural de Taïz, devraient voir le jour au cours de la période d'exécution du COSOP en fonction de la performance du Yémen et de la part des ressources du FIDA qui lui sera allouée au cours de cette période (appendice IV).

F. Risques et gestion des risques

54. L'un des risques majeurs, sur la voie de la réalisation des objectifs stratégiques, a trait à la faiblesse des institutions et la capacité de gestion. Ce problème est pris en compte par le biais d'un vaste programme de formation financé sous forme de dons mis en œuvre au Yémen dans le cadre du Programme de formation à la gestion agricole au Proche-Orient et en Afrique du Nord.
55. En ce qui concerne le premier objectif stratégique, le risque principal touche à la viabilité des institutions à moyen et long terme. Ce risque sera atténué en permettant aux groupes de se constituer volontairement sur la base de leurs intérêts économiques et de leurs besoins communs et en leur dispensant une formation adaptée.
56. Pour ce qui est du deuxième objectif stratégique, le risque principal a trait à la viabilité économique et à la rentabilité financière des initiatives proposées par les groupes de bénéficiaires. Ce risque peut être atténué en sélectionnant avec soin les activités à appuyer, en renforçant la capacité de gestion technique et financière des entrepreneurs et en recourant à des plans d'entreprise bien pensés et à des contrats fondés sur la performance. Le risque que des élites accaparent les chaînes d'ajout de valeur et les produits et services de microfinancement sera pris en compte en sélectionnant des modalités de crédit et autres produits correspondant aux ressources des emprunteurs pauvres et à leurs difficultés, et en veillant à ce que la taille et la finalité des prêts proposés n'attirent que les pauvres.
57. S'agissant enfin du troisième objectif stratégique, le principal risque a trait au changement climatique et à l'épuisement des eaux souterraines dans tout le pays; il est traité dans la section concernant les perspectives d'innovation (paragraphe 40).

COSOP consultation process

1. Consultation for preparation of the COSOP started on the sidelines of the Consultative Group meeting for Yemen in London in November 2006 when the CPM engaged in dialogue with the Ministry of Planning and International Cooperation on the need for a new country strategy for IFAD in Yemen consistent with the new strategic thinking in the country as manifest by the Vision 2025, the PRSP, the Third 5-Year Plan and the National Reform Agenda. It was agreed that:
 - IFAD intends to align its country strategy with the country's own strategies and plans. Yemen PRSP gives a very large array of priorities and strategies and IFAD need to think about where it should position itself within the PRSP framework.
 - Government believes that IFAD had considerable success in poverty reduction within the context of rural development and it should continue to operate in that sector
 - COSOP should analyze rural/ agriculture sector issues, identify clear priorities and set out key strategies for achieving its strategic objectives;
 - IFAD would canvas the full range of Government of Yemen agencies (the Ministry of Planning and International Cooperation, MAI, MOF, the Ministry of Water and Environment, SFD, Governorates, local councils) which might be concerned with the IFAD programme in Yemen, civil society organizations and donors in developing its country strategy; and
 - IFAD would identify specific opportunities for strategic partnerships and work constantly with other donors and concessional financiers.
2. Three consultation rounds were conducted:
 - The first was in February 2007 with the formation of an in country COSOP team which discussed the IFAD Result Based COSOP design guidelines and agreed on a processing schedule
 - The second in June 2007 which reviewed the basic data collected on poverty and advised on targeting and SWOT analysis of stakeholders
 - The third in September 2007 discussed and refined the draft COSOP for submission to IFAD management review.

COSOP Design Workshop

3. The objectives of this workshop were i) discuss IFAD strategic Framework (SF) 2006-2009 and the IFAD RB COSOP guidelines ii) Agree on a COSOP design process and timetable and iii) review IFAD experiences in Yemen and distil the lessons learned which would aid the COSOP design; and iv) identify key stakeholders involved with IFAD's Yemen programme.

Key Findings

- IFAD SF is relevant to Yemen rural sector opportunities and constraints
- There has been very little, if any, participation by intended beneficiaries in the project design due to absence of institutions to represent beneficiaries;
- IFAD need to establish a reasonable balance between activities that mitigate the social aspects of poverty and those that increase production and productivity and generate financial returns that exceed the opportunity cost of capital. This would require more emphasis on 'productive' agriculture, livestock and fisheries sub sectors, albeit selectively and with due regard to real resource potential; as the main driver of the rural economy
- Community development initiatives have had mixed outcomes. Not all of community organizations formed are sustainable, for a variety of reasons. The greatest threat comes from paucity of resources beyond project inputs available to them. IFAD should introduce a systematic process to review progress of community organizations to ascertain which are gaining or losing soundness and credibility;

Workshop to Review Preparatory Studies

4. The objectives were to review: i) COSOP poverty analysis; and ii) provide advice on setting the COSOP strategic objectives, targeting approach and SWOT analysis of key stakeholder institutions.

Key Findings

- The poverty analysis has relied almost exclusively on secondary data. It is a pity that the results of the 2004 HBS were not yet available otherwise they would have enriched the COSOP poverty analysis.
- IFAD has relied almost exclusively on area as the instrument for targeting the poor. This approach remains valid. Selection of geographic areas with greater potential for agricultural development would increase opportunities for IFAD-supported projects to lift targeted people sustainability out of poverty. The countering argument is that such areas are less likely to have high proportions of the poorest and that IFAD's assistance should go to those areas with the highest poverty levels, irrespective of development potential. In either case, it is essential that the available resources be very carefully identified and assessed and that opportunities be rigorously sought and pursued
- The following COSOP strategic objectives are recommended: i) Increasing agriculture and fisheries productivity with concomitant improvement in market access; ii) improved access to credit in rural areas which is at present a major constraint to agricultural and rural development; iii) community empowerment
- The institutional SWOT analysis of key stakeholders identified in the design workshop was reviewed and finalized in the Key File table 4.

Draft COSOP Validation Workshop

5. The draft COSOP was shared with stakeholders two weeks before the Workshop which was held in Sana'a on 19 September 2007 and attended by 55 persons from Government, Parliament, beneficiary representatives, civil society organizations and donors. The purpose of the workshop was to: i) validate that the COSOP proposed strategic objectives are consistent with Government of Yemen agricultural and rural strategies; ii) solicit views on the match between the COSOP strategic objectives

and both the poverty analysis and IFAD experience in Yemen; iii) explore opportunities for harmonization and complementarity between the SO and the objectives of other donors in Yemen; iv); v) alert partners on the imperative of collaboration with IFAD to achieve the objective of securing rural financial services for the poor and promote rural SMEs and vi) determine the Government of Yemen priorities within the development projects outlined in the document.

Key Findings

- The importance of learning from experience in designing new interventions,
- The need for realism in design of interventions and targets and the importance of limiting administrative expenses and insuring the bulk of funding of projects directly reach the intended beneficiaries,
- The search for additional modalities for provision of rural financial services in Yemen should not ignore the possibilities of using the Cooperative and Agricultural Credit Bank (with which IFAD has collaborated in the past) in some suitable form |(as a wholesaler of credit funds to MCOs, farmer groups and associations),
- The potential for using farmer groups, unions and cooperatives as conduits for channelling investment finance to the farming community,
- This SO is critical in view of the fact that Yemen produces only 5 per cent of its food needs and as the past few months has shown, is highly vulnerable to shocks in the international food market. It is imperative that produces a higher share of its food needs than at present.
- Importance of collaboration with MAI in increasing agricultural productivity and food security for poor rural people
- In view of limited country absorptive capacity the need for IFAD/government to design simpler projects as an important element of success and to build management capacity through training and appropriate incentives
- Government need to address the issue of limited absorptive capacity through a well though programme of reform of systems and procedures

Conclusion:

The attendance declared that

- The propose strategy is consistent with the Government of Yemen poverty reduction strategies and development plans
- The project ideas proposed in the document for funding during the COSOP period are consistent with the strategy, included in PIP and are likely to further the achievement of its aims.
- Government has the primary role in improving Yemen score under IFAD's PBAS so that the country can increase its share of concessional funding from IFAD. Issue needing particular attention include poor absorptive capacity, weak management capacity and counterpart funding.
- All stakeholders are committed to the ownership of the COSOP and are ready to be meaningfully involved in its monitoring and evaluation.

Country economic background

Land area (km ² thousand) 2005 1/	528	GNI per capita (US\$) 2005 1/	600
Total population (million) 2005 1/	20.97	GDP per capita growth (annual %) 2005 1/	-0.6
Population density (people per km ²) 2005 1/	40	Inflation, consumer prices (annual %) 2005 1/	11 a/
Local currency	Yemeni Rial (YER)	Exchange rate: US\$ 1 =	YER ***ADD RATE***
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1999-2005 1/	3.1	GDP (US\$ million) 2005 1/	15 066
Crude birth rate (per thousand people) 2005 1/	40	GDP growth (annual %) 1/	
Crude death rate (per thousand people) 2005 1/	8	2000	4.4
Infant mortality rate (per thousand live births) 2005 1/	76	2005	2.6
Life expectancy at birth (years) 2005 1/	62	Sectoral distribution of GDP 2005 1/	
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% agriculture	14 a/
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% industry	41 a/
Total labour force (million) 2005 1/	5.94	% manufacturing	5 a/
Female labour force as % of total 2005 1/	28	% services	45 a/
Education		Consumption 2005 1/	
School enrolment, primary (% gross) 2005 1/	88	General government final consumption expenditure (as % of GDP)	16
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2005 1/	n/a	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	49
Nutrition		Gross domestic savings (as % of GDP)	35
Daily calorie supply per capita	n/a	Balance of Payments (US\$ million)	
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2004 2/	52	Merchandise exports 2005 1/	6 380
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2004 2/	46	Merchandise imports 2005 1/	4 260
Health		Balance of merchandise trade	2 120
Health expenditure, total (as % of GDP) 2005 1/	5 a/	Current account balances (US\$ million)	
Physicians (per thousand people)	0 a/	before official transfers 2005 1/	-243
Population using improved water sources (%) 2004 2/	67	after official transfers 2005 1/	1 215
Population with access to essential drugs (%) 2/	n/a	Foreign direct investment, net 2005 1/	-266
Population using adequate sanitation facilities (%) 2004 2/	43	Government Finance	
Agriculture and Food		Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2005 1/	n/a
Food imports (% of merchandise imports) 2005 1/	24	Total expenditure (% of GDP) 2005 1/	n/a
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2005 1/	75 a/	Total external debt (US\$ million) 2005 1/	5 363
Food production index (1999-01=100) 2005 1/	111 a/	Present value of debt (as % of GNI) 2005 1/	32
Cereal yield (kg per ha) 2005 1/	809	Total debt service (% of GNI) 2005 1/	2
Land Use		Lending interest rate (%) 2005 1/	18
Arable land as % of land area 2005 1/	3 a/	Deposit interest rate (%) 2005 1/	13
Forest area as % of total land area 2005 1/	1		
Irrigated land as % of cropland 2005 1/	33 a/		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2007

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2006

COSOP results management framework

Column 1-Country Strategy Alignment	Columns 2-4-Key Results for COSOP			Column 5-COSOP Institutional/Policy Objectives
Poverty Reduction Strategy (DPPR) target	COSOP strategic objectives	outcome that COSOP is expected to influence	COSOP milestone indicators showing progress towards SO	Specific policy/institutional ambitions
1. Enhance partnership with the private sector, CSOs and donors in the efforts to reduce poverty;	SO1: Empower rural communities;	1.1. 75% of approved social/economic infrastructure (roads, water harvesting, drinking water schemes, etc) executed; 1.2. 50% of approved infrastructure works are executed under community contracting;	1.1. 361 CDCs/Associations under AMRDP, DPRDP, ADCRMP, RALP, RIP participate in local development planning by mid-term and 480 by COSOP end (baseline 101 in 2007); 1.2. 60% of participating communities by mid-term and 100% by COSOP end have trained female community development facilitators and village extension workers; 1.3. 192 CDPs prepared/screened and approved for implementation by project/ Local Councils during 2008-2010;	1.1. IFAD-funded projects share experiences on CDD intervention approaches, promote best practices. 1.2. CDD approaches in Yemen evaluated and successes disseminated and shared across the region;
2(a) Promote SMEs for sustainable income generation, particularly in food processing, export-oriented agriculture, fisheries, tourism and related services; 2(b) Promote micro finance services for the poor, especially for women in rural areas;	SO2: Promote sustainable rural financial services and pro-poor rural SMEs;	2.1. 2 participating MCOs become financially sustainable and report on MIX market by COSOP end; 2.2. 20% of SMEs presenting business plans access credit annually (baseline 0) 2.3. 50% of supported SMEs report increases in employment created (male /female), including self-employment; 2.4. Establishment of an apex organization for providing loan capital and capacity-building support to MCOs by COSOP end;	2.1. 50% increase in SCA membership under DPRDP (1058 members in 2007) by 2010; 2.2. 10 SCAs established annually under ADCRMP and RALP (baseline 0); 2.3. At least 3 MCOs participate in IFAD projects by mid-term and 5 MCOs by COSOP end (baseline 0); 2.4. 40% of target communities have access to credit by mid-term and 80% by COSOP end (baseline 0);	2.1. Development of regulatory framework for rural finance;
3 (a) Increase efficiencies for agriculture sector and achieve 4.5% annual growth through promoting rainfed agriculture, building of dams and dikes, better market orientation, attention to environment; 3 (b) Provide food security through increased plant production at 4.6% annually; animal production by 5% annually; 3 (c) Make optimal and sustainable use of fishery resources: increase	SO3: Improve rural household food security;	3.1. 50% of farmers trained use improved technologies and report yield increases by COSOP end for wheat to 1.3 tons/ha (baseline 1.0) sorghum 1.0 ton/ha (baseline 0.7); Faba beans to 1.3 tons/ha (baseline 0.9) 3.2. 75% of fishermen who accessed credit report increases in fish catch to 18 tons/boat (baseline 9 tons/boat); 3.3. 12 auction yards in Al-Mahara report increases in fish sales against 2007 baseline; 3.4. At least 75% of funded RPGs	3.1. 65% of extension agents under ADCRMP and RALP exposed to demand-driven field experience by mid term and 100% by COSOP end (base line 0); 3.2. 30% of target households under ADCRMP and RALP trained in new technologies by mid-term and 50% by COSOP end (baseline 0); 3.3. 180 project proposals submitted for funding by RPGs in RALP by 2010;	3.1. Increasing private sector participation in agricultural service delivery; 3.2. Increasing environmental safeguards for local investments; 3.3. Enhancing structural and institutional reform in fishery sector; 3.4. Increased private sector participation in

Column 1-Country Strategy Alignment	Columns 2-4-Key Results for COSOP			Column 5-COSOP Institutional/Policy Objectives
fishery production by 7% a year and raising the sector's GDP share to 2.2% by 2010;		(male/female) under RALP report increases in household income; 3.5. 30% of target households have access to sustainable veterinary services by mid-term and 60% by COSOP end; 3.7. 50% of target beekeepers adopt improved bee hives by mid-term and 90% by COSOP end;	3.4. 50% of farmers trained participate in adaptive research trials and demonstrations;	agricultural service delivery. 3.5. Parallel to improvements in project M&E systems, IFAD will also explore options to support sector level monitoring systems

AMRDP (AI Mahara Rural Development Project), **DPRDP** (Dhamar Participatory Rural Development Project), **ADCRMP** (AL Dhala Resource Management Project), **RIP** (Pilot Community Managed Rural Infrastructure Project) **RADP** (Raymah Area Development Project) and **RALP** (Rainfed Agriculture and Livestock Project). Contribution of pipeline projects will be included in the result framework

Previous COSOP results management framework

COSOP Strategic Objectives	STATUS AT COSOP DESIGN	STATUS AT COSOP COMPLETION	LESSONS LEARNED
<p>A Country Strategic Goals: "Second Five Year Development Plan 2001 – 2005"</p> <ul style="list-style-type: none"> • Enhancing partnership and expanding the role of the private sector • Improving investment attractiveness and upgrading competitiveness of the national economy • Orienting economic activities towards exports • Development of national scientific and technological capabilities • Conserving the environment 	<p>Economy (2000)</p> <ul style="list-style-type: none"> • GDP per capita USD 562 • GDP per capita growth rate 1.3% • Private consumption (as % of GDP) 60.3 • Contribution of agriculture to GDP 15.0% • Unemployment 12% <p>Poverty (2000)</p> <ul style="list-style-type: none"> • National Poverty: 39.4% • Rural Poverty: 43.6% • Urban Poverty: 25.3% • Rural Poverty Gap: 14.3 	<p>Economy</p> <ul style="list-style-type: none"> • GDP per capita USD 702(2004) • GDP per capita growth rate 1.1% • Private consumption (as % of GDP) 64.9 (2004) • Contribution of agriculture to GDP 20.0% (2006) • Unemployment 16.8% (2005) <p>Poverty (2005)</p> <ul style="list-style-type: none"> • National Poverty: 35.5% • Rural Poverty: 40.6% • Urban Poverty: 18.7% • Rural Poverty Gap: 13.3 	<p>The 1995-2000 Reform Programme (EFARP) marked a significant economic growth with a concomitant decline in the percentage of the population below poverty line. After 2004, GDP growth rate slipped steadily until 2005 when macro-economic outcomes showed improvement;</p> <p>Long term concerns continue as achievement of a sustainable economic growth requires addressing a complex set of constraints to development;</p> <p>Given the high population growth rate there has been an increase in the number of people in poverty, which coupled with a low labour participation rate, prohibits the achievement of satisfactory productivity levels and keeps income per-capita depressed;</p> <p>The rural-urban disparities have widened;</p>

COSOP Strategic Objectives	STATUS AT COSOP DESIGN	STATUS AT COSOP COMPLETION	LESSONS LEARNED
<p>Strategic Objective 1</p> <p>Development of poor and isolated parts of Yemen, including highlands and coastal area, through strategic focus on rainfed, livestock systems, fisheries, small and medium enterprises.</p> <p>Strategic Objective 2</p> <p>assist in the development of national poverty-alleviation policies, especially those geared towards improved market linkages, sustainable responsive rural finance, and participation and empowerment of the rural poor.</p>	<p>Need to develop rainfed and surface-water-dependent agriculture and expand and conserve the resource base to the benefit of the poor and improve their production, productivity and, ultimately, incomes.</p> <p>Need to promote off-farm income generation through skill transfer and the provision of microfinance.</p> <p>Need to address women's needs by extension and research, and improving their access to credit, especially for micro enterprises.</p> <p>Need to improve the living conditions of the poor by supporting basic services related to community-based agriculture and strengthening infrastructure.</p> <p>Need to use participatory approaches to address felt needs and ensure the commitment of communities to sustainable solutions.</p> <p>Need to improve the access of the poor to financing, using a reformed Cooperative and Agricultural Credit Bank (CACB) as well as participatory rural financial institutions.</p>	<p>The Southern Governorates Rural Development Project benefited some 155,000 people from community identified and prioritized investments that caused improvements in welfare from improved water supply (79 village systems), schools (71), health centres (16), community centres (3), village electricity supply systems (5), village sewerage systems (5). 300 coastal households were assisted to start artisanal fishing enterprises, skill training for youth and support to SME development through capacity-building and business training allowed for the creation of nearly 6,000 new jobs;</p> <p>Some 48,000 households of Raymah Governorate have benefited from project interventions in rural roads (44 km), water supply (53 water reservoirs, 17 dams and dykes and 44 village water systems). 31 community development associations formed under the project articulate community needs and priorities to local and national government. Rural women in Raymah have 7 dedicated Women Centres in which to meet to discuss matters relevant to them and to get literacy and skill training. Some 12,000 households benefited from better access to agricultural technology and credit;</p> <p>The Al-Mahara Community Development Project has reached 191 villages and some 50,000 people supporting 42 community institutions and committees articulate local needs and priorities that resulted in the construction of 50 village water supply systems, 19 km of feeder roads facilitating improved access to markets and services; the providing credit to 680 artisanal fishermen to purchase fibre glass boats with outboard motors that enabled them to expand fishing area and increase fish catch and created an additional 561 fishing jobs; provided technologies for more sustainable fishing and strengthened fishery resource management capabilities of regulatory agencies; established 12 auction sheds that improved links between fish men and traders. As a result of the project support and parallel initiatives by the private sector in cold chain development, marketed fish in the project area increased from 14 000 tons in 2000 to nearly 100 000 tons in 2007.</p> <p>The Dhamar Participatory Rural Development Project in its 2 years of active life assisted 81 communities to develop community development plans that were being incorporated in local government planning procedures which resulted in implementation of 29 investments including 12 village drinking water supply systems, 3 water reservoirs and 33 classes in local primary schools. The project also pioneered the establishment of 44 village saving and credit associations for women which have until now mobilized YR 1.2 million and is provided 9 loans to members with investment proposals.</p>	<p>Traditional rainfed and crop/livestock mixed systems or sharecropping are the systems in which the poor are overwhelmingly engaged;</p> <p>Given the low resource base, agriculture alone cannot meet the needs of rural households and the poor are heavily dependent on other sources of income besides farming for their livelihoods;</p> <p>Projects need to seek ways of helping the poor to obtain greater income and security of off-farm employment through enhancing their skills;</p> <p>Due to the limited contacts of women with men and restricted mobility, gender issues are difficult to address in Yemen;</p> <p>Gender sensitivity must be applied to the provision of extension, training and services by deploying female staff to ensure that women are effectively contacted and engaged in project activities;</p> <p>Investing in technology to increase productivity without organizing farmers to access input and out put markets leads to disappointing results;</p> <p>Involving the communities from the design up to implementation stage is the best way of ensuring that project activities are demand driven and are ultimately owned by the beneficiaries;</p> <p>Access to credit by the poor is essential for the adoption of improved technologies and practices that enhance productivity and income. Projects need to search for a successful formula for micro-finance for Yemen;</p>

COSOP Strategic Objectives	STATUS AT COSOP DESIGN	STATUS AT COSOP COMPLETION	LESSONS LEARNED
IFAD Operations	<p><u>Ongoing:</u></p> <p>Tihama Environment Protection Project</p> <p>Southern Governorates Rural Development Project</p> <p>Raymah Area Development Project</p> <p>Al-Mahara Community Development Project (approved but not declared effective)</p> <p><u>Proposed:</u></p> <p>ree projects in period 2000-2004</p>	<p><u>Closed:</u></p> <p>Tihama Environment Protection Project</p> <p>Southern Governorates Rural Development Project</p> <p>Raymah Area Development Project</p> <p><u>Ongoing:</u></p> <p>Al-Mahara Community Development Project (528-YE).</p> <p>Dhamar Participatory Rural Development Project (594-YE)</p> <p>Al-Dhala Community Resource Management Project (638-YE) (declared effective in April 2007)</p> <p>Rural Infrastructure Project (669-YE) (declared effective in May 2007)</p> <p>infed Agriculture and Livestock Project (under processing)</p>	<p>Economic and institutional constraints, in particular those of bureaucracy and inter-agency coordination (inadequate local funds, frequent changes of project staff and political interventions), poor communications, and lack of local management capacity can cause serious implementation problems.</p> <p>Ineffective community participation frequently results from a hasty process of community mobilization, inexperienced project staff and lack of provision of training to the communities in planning and management.</p> <p>Success in gender mainstreaming requires strong commitment at the level of project management with significant training of staff and service providers.</p> <p>Low success rates for different interventions supporting agricultural extension suggest that new approaches need to be taken, focusing on community level extension through para-technicals both for livestock and for crop production.</p> <p>men's limited feed resources dictate that focus should be on animal health, improved nutrition and management as tools for improved animal productivity, rather than significant increases in livestock numbers or exotic livestock breeds.</p>

IFAD Performance	STATUS AT COSOP DESIGN	STATUS AT COSOP COMPLETION	LESSONS LEARNED
Policy dialogue:	<ul style="list-style-type: none"> • Reform and restructuring of the Cooperative and Agricultural Credit Bank (CACB), the country's prime rural credit institution; • Improvement in equity in spate irrigation; • Management of fish stocks to establish and maintain a balance between industrial and artisanal fishery; 	<p>CACB has become a commercial bank (CAC Bank) with limited interest in working with smallholders and the poor.</p> <p>IFAD is in policy dialogue with Government of Yemen and other donors for the development of a country-wide micro finance delivery system in the rural areas, including community level savings and credit associations;</p>	<p>IFAD's experience in Yemen, including community development, environmental protection, credit, agricultural and fisheries development, contributed to helping Government of Yemen to develop pro-poor policy frameworks and enforce appropriate measures, which resulted in protecting local natural resources and promoting environmentally sound exploitation;</p> <p>IFAD should strengthen its country presence so it can participate more actively in policy dialogue with the Government and engage in consultations with other donors;</p> <p>There are benefits if the COSOP operative period is managed by only one CPM;</p>
Partnerships	<p>Partnership with WB/IDA (Southern Governorates Rural Development Project) in rural agricultural and fishery development culminated in synergies for IFAD country strategies;</p> <p>Cooperation with other donors has allowed sharing of information and effective coordination mechanisms;</p>	<p>WB/IDA continue to be IFAD's operational partner;</p> <p>Donor coordination has been strengthened with the establishment of IFAD Field Presence;</p>	<p>The lack of closer coordination amongst the numerous sectoral actors and programmes participating in rural development for poverty reduction hinders the adoption of a comprehensive country poverty alleviation and rural development programme with a concomitant less benefit to Yemen;</p>
Portfolio performance	<p>Existing portfolio had an uneven and irregular performance with ample room for improvement;</p>	<p>The Raymah Area Development Project and Al-Mahara Community Development Project suffered from frequent changes of directors and senior staff with negative effects on implementation;</p>	<p>Need to decentralize implementation of projects and support project staff;</p> <p>Need to design and implement results and impact management and monitoring systems;</p>

Projects to be included in the COSOP

A. South-west Coastal Development Project

1. **Geographic area and target group.** The coasts of Lahej Governorate on the Arabian Sea and Taiz Governorate on the Red Sea have about 10 major fishing villages with about 4000 fishermen. In Socotra there are about 10 major fishing communities with about 4000 fishermen. All these fishermen are dependent on coastal fishing with small boats and on marketing systems based on auctions at the landing sites. Given the perishable nature of their catches, in the absence of refrigeration and transport under their control they are heavily dependent on traders who have an easy advantage. Women's involvement in fishery related activities is very limited, though there are many activities which women could undertake without significant cultural problems. From a practical managerial point of view, either the coast of Lahej/Taiz governorates and the island of Socotra may be considered the project area.
2. The project target group would then be about 4000 fishermen and their communities including both owners of small boats and those working the boats. In addition a similar number of unemployed young men and women would be directly targeted with SME and other project activities.
3. **Justification and rationale.** Poverty of the target group is due to a number of factors: the isolation of the area and lack of adequate social services, poverty of the productive natural resource base other than the fishery due to the extreme aridity of the area and its non suitability for agriculture and livestock production. But fishing itself is constrained by the primitive nature of fishing practices and the difficulties associated with marketing the fish that is caught and landed.¹
4. The rationale for the project is to address these constraints and assist the targeted fisheries communities to sustainably improve their living standards through economic and social empowerment of producer and other groups.
5. **Key project Objectives.** The project's key objectives are all closely related to the COSOP's strategic objectives. The targeted fisheries communities will be empowered through support of about 20 fisheries producer, marketing and other community organizations. Sustainable rural financial services and SMEs will be promoted through the establishment of savings and credit associations, the supply of credit for purchase of fishing boats and equipment, as well as start up capital for micro and small processing interventions for men and women. Food security will be enhanced through additional income for the fishing communities and in particular the poorer households within them.
6. **Ownership, Harmonization and Alignment:** The project is fully consistent with the country's poverty reduction strategy as it focuses on poor coastal communities dependent on artisanal fisheries; it is included in the PIP of the Third Socio-Economic Development Plan for Poverty Reduction (2006-2010). It is complementary to other projects, the WB-EU funded Fisheries Resource Management and Conservation Project, Fisheries V, PWP and the activities of existing institutions such as the Social Fund for Development.

¹ The issues here include: lack of refrigeration and control of the marketing chain for fresh fish, over-exploitation of high value species and consequent reduction in their catches, illegal fishing within the coastal zone by large scale commercial fishing fleets, lack of education and awareness of the basic principles of sustainable fisheries, weak or dormant producers' organizations, absence of financial services for capital investment and running costs, restriction on fishing during the monsoon periods due to the lack of breakwaters and other coastal protection for the boats, lack of processing and other small scale activities able to complement the core activity of fishing, lack of alternative income generation activities such as agriculture or industry)

7. **Components and activities:** The likely project components include: a) fisheries infrastructure development including breakwaters, refrigeration plants, landing sites, which would be co-financed by the beneficiary communities, b) market chain development, including credit for transport and other marketing-related investments, as well as training and quality enhancement activities, c) community empowerment, including financial and technical training services for micro and small fisheries based enterprises for young men and women, d) institutional and sustainability support to establish/strengthen fisheries and other community productive organizations, including environmental training and monitoring of species at risk, as well as of fisheries equipment e) project management.
8. **Costs and financing.** The project is estimated to cost a total of USD 10 million. External financing would come from IFAD and other interested donors (e.g. OFID).
9. **Risks:** Main project risks for which mitigation measures would need to be explored include a) continued unsustainable over fishing by artisanal as well as commercial fleets, b) elite capture by the existing merchants and other larger investors in the project area.

B. Al Baidha Development Project

10. **Geographic area and target group:** Al Baidha Governorate has the second highest percentage of rural poverty in the ROY, with 60% (HBS 2005) of its rural population living below the poverty line and some districts with over 80% poor. Given that the western districts of the Governorate are less poor and have significant areas of qat production, the project would concentrate its interventions in the 12 eastern districts² which have the highest poverty levels (SFD data) and whose population of 350 000 people are primarily dependent on rainfed agriculture and small scale semi-nomadic livestock husbandry. Mixed farming is the main economic activity in the area, with sorghum the dominant crop but also an important role for some high value fruit and vegetable crops, as well as livestock. Despite the high level of poverty, cultural norms are currently restrictive on women's participation in economic activities other than home based livestock care and in some areas involvement in some cultivation tasks.
11. **Justification and rationale:** Although population density is low, most of the rural poor live in reasonably accessible villages: 98% of cultivable land is cultivated by its smallholder owners, with an average holding size of 2.1 ha. Irrigation use reflects tenure systems as well as crops. Investment in improved productivity of non-qat crops will have a direct impact on living conditions of the poor. The main constraints to their development are water, technical knowledge, group organization, marginalization of women, and marketing. Extension and other agricultural services are currently almost inexistent, and the few existing producer organizations are weak.
12. The area has good potential for production of onions, chillies, fruit trees and other high value crops and the road network is comparatively good. It also has a large young population who are seeking income generating opportunities, many of whom have some experience of casual work outside the governorate. IFAD's previous experience in the governorate and its successful implementation of participatory development in al Mahara and particularly Dhamar are the major advantage IFAD has over other financiers to ensure success of this project.
13. **Key project Objectives:** The key project objectives are directly related to the COSOP's strategic objectives a) increased household income for smallholders on rainfed land will improve household food security, b) sustainable environmental

² Nu'man, Na'ter, Maswara, al Soma'a, al Zaher, Dhi Na'm, Al Taffa, al Manajim, Mukeiras, Al Baidah, al Suwaidiya, and Radman

management (particularly of water), improved gender balance, and support for the development of producer and community organizations will empower rural communities and c) sustainable rural financial services will be used to promote rural SMEs and market chain development for agricultural produce.

14. **Ownership, Harmonization and Alignment:** The project is fully consistent with the country's poverty reduction strategy as it focuses on poor rural people dependent on rainfed agriculture; it is included in the PIP of DPPR. It is complementary to other projects in the rural sector (Rainfed Agriculture and Livestock Project, PWP, SFD).
15. **Components and activities:** The likely components include: a) Environmentally sound productive infrastructure development, including water retention structures; b) agricultural and livestock development, including the development of community based extension services; c) development of community institutions (production and marketing groups); d) support for off-farm income generation for women and youth (training, credit) and e) project management.
16. **Costs and financing:** The project is roughly estimated to cost USD 20 million. External financing would come from IFAD and other co-financiers such as the Islamic Development Bank and bilateral Arab Funds.
17. **Risks:** The main risks for which mitigation measures will need to be devised include: a) institutional constraints, including competent staff and community immobilisers, b) drought and environmental stress.

C. Taiz Rural Development Project

18. **Geographic area and target group:** Taiz Governorate is the most populated governorate in Yemen, with 2.4 million people, 1.9 million of whom live in its rural areas, one third of whom are landless. With high rainfall and considerable mountainous regions, it is largely dependent on rainfed and spate agriculture and its crops include staples as well as a variety of high value cash crops. Mixed farming is dominant with average holding size of 0.42 ha. With the exception of coastal areas inhabited mostly by fishermen, there is a high level of household dependency on mixed farming, livestock as well as on casual labour and other off-farm activities.
19. The project area would be 5 inland districts where rainfed mixed farming dominates and poverty is highest. The target group of the project would be about 200 000 smallholder and landless rural households. Within the project area, interventions would focus on areas where more than half the holdings are cultivated by smallholders owning their land, where landless livestock holders are numerous and where qat is cultivated on only a small portion of the cultivable area.
20. **Justification and rationale:** The project would assist poor rural people to increase their income, through well targeted off and on-farm interventions, clearly designed to help them emerge from poverty. Given the existing pressure on land and water resources, and the already large number of landless people, the project would concentrate its activities on off-farm investments, particularly those which would assist the poorest young men and women to establish agriculture based and other micro and small enterprises, including market chain related ones.
21. Existing production of high value crops (vegetables and fruit such as mangoes and papaya) provides opportunities for agriculturally-based micro enterprises, as well as for intensification of production given the small size of holdings and favourable agro-ecological conditions. The high rates of under and unemployment as well as the previous experience of much of the younger population of off-farm activities provide additional potential for successful implementation.
22. **Key project Objectives:** Project objectives are closely integrated with Yemen COSOP's strategic objectives. Improved poor household food security will be

achieved by enabling poor landless and small holder households, and particular young men and women to increase income to a level which would raise them above the poverty line. Rural communities will be empowered through the demonstration and implementation of community based environmentally sound and sustainable on and off-farm economic development investments and improved gender balance within households through women's increased economic performance. Sustainable rural financial services will be promoted through financial services and technical support to the development of off-farm income generating activities for poor young men and women.

23. **Ownership, Harmonization and Alignment:** The project is fully consistent with the country's poverty reduction strategy as it focuses on poor rural people dependent on rainfed agriculture; it is included in the PIP of DPPR and is complementary to other projects in the rural sector.
24. **Components and activities:** The likely project components include a) agricultural production services (extension and training at community level; livestock and environmental management, demonstration plots and support to market chain development for agricultural and processed produce. b) productive infrastructure development including cost shared construction of water retention structures and terrace rehabilitation; c) Development of rural SMEs through technical and financial services
25. **Costs and financing.** The project cost is estimated at 20-30 million, depending on scope. Financiers would include IFAD and possibilities of co-financing would need to be explored.
26. **Risks.** The main risks associated with this project for which mitigation measures would need to be identified relate to a) the ability of financial services institutions to operate effectively and successfully, b) the ability of service providers to perform to high professional standards and c) the sustainability of beneficiary institutions.

D. Lahej Agricultural Development Project

27. **Geographic area and target group:** Lahej governorate is situated in the south west of Yemen, bordering Aden, al Dhale', al Baidha and Abyan. It has a total population of 723 000, of whom 660 000 (96 000 households) are rural. It includes different agro-ecological zones ranging from desert coastal areas to highland escarpments, reaching up to 2000 m altitude, thus has a variety of climates suitable for different crops. It is currently listed as the 6th poorest governorate in Yemen with 49% (324 000) of its rural population poor. Its population is primarily dependent on agriculture and fisheries. Holdings are mainly very small: 88% of landholders have less than 1 ha and they control a mere 37% of the land; average holding size is 0.6 ha, suggesting that the majority of smallholders have even less than that. In addition, the 33% of the cultivable area which is under the modern spate irrigation system is mostly cultivated by share croppers who receive ½ or less of the crop. Of the total 30 000 ha cultivated, 40% is under staple grains, 5% fruit, a further 5% in cash crops (mostly cotton and sesame), 23% in animal fodder, 2% in coffee and 20% in qat (in the mountainous areas). Parts of the governorate are still famous for their coffee though in recent years, qat has largely replaced it.
28. The project area would include those parts of the governorate where qat is not cultivated or forms less than 10% of individual holdings. The project target group would include all the poor rural people whose main source of income is agriculture. Activities would concentrate on the following target group:
 - landowners owning less than 1 ha [whether rain fed or spate irrigated]
 - the 40% landless people working as tenants, share croppers, or in other casual employment;
 - Poor landless women and youth whether they have livestock or not.

29. **Justification and rationale:** Lahej is a very poor governorate but its people are largely agriculturalists with decades of experience of farming. In addition to the subsistence crops of sorghum and maize, the area has excellent potential for some high value crops, coffee in particular, as it has the most famous coffee growing area in the country, despite the fact that in recent years coffee has given way to qat. There is also potential for the expansion of cotton and other cash crops, such as sesame. Many of the landless poor have livestock (a few goats and sheep or one or two heads of cattle), whose yields are very weak and could be significantly increased through improved husbandry methods, thus effectively reducing poverty. In addition, there has historically been a high level of migration from this area, hence there are large numbers of returnees who have experience of industry, services, and other forms of economic activity.
30. **Key project objectives:** The project's objectives are directly related to the COSOP's strategic objectives. They are a) to assist the households living below the poverty line to achieve a reasonable standard of living by increasing their income through intensification of crop cultivation, changing to higher value crops and intensification and improved livestock husbandry as well as off-farm activities, b) to improve natural resources management by developing sustainable water saving mechanisms, c) to empower communities through strengthening of their organizations and economic empowerment and d) to promote sustainable rural financial services and market chains for agriculturally related produce.
31. **Ownership, harmonization and alignment:** The project is fully consistent with the country's poverty reduction strategy as it focuses on poor rural people dependent on rainfed and spate irrigated agriculture; it is included in the PIP of DPPR. It is complementary to other projects in the rural sector (Rainfed Agriculture and Livestock Project, Spate Irrigation Improvement Project, PWP, SFD) and will also complement the Coastal Fisheries project.
32. **Components and activities:** The likely components would include: a) development of savings and credit institutions and other rural financial services to enable the rural poor to invest in livestock and other income generating activities, b) technical and managerial training to communities and their organizations to assist the development of more effective producer and other organizations and to improve yields of livestock and crops, c) market chain development for key products such as coffee and sesame, d) highly focused adaptive research for major subsistence and cash crops, leading to extension packages to ensure higher yields and intensification of agricultural production; e) minor infrastructures designed to improve water management, assist recharge of the aquifer and provide water for irrigation and domestic purposes.
33. **Costs and financing:** The project is roughly estimated to cost USD 20 million. External financing would come from IFAD and other co-financiers to be identified.
34. **Risks:** The main risks, for which mitigation measures will have to be identified are a) the weakness of the country's research programmes, b) drought and water shortages, and c) the possibility that effective rural financial services may not be available.

Key file 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues

Priority Areas	Affected Group	Major Issues	Actions Needed
Rainfed agriculture	Small holders (less than 2 ha rainfed) farming families	<ul style="list-style-type: none"> • Low productivity and incomes • Small holding sizes • Drought sensitive landraces for major crops • Low management standards • Lack of knowledge which could lead to improved yields • Limited possibilities for supplementary irrigation from wadi flows • Danger of groundwater depletion • Inefficient use of existing water sources • Poorly designed dam schemes without command area conveyance systems 	<ul style="list-style-type: none"> • Search for higher value cropping opportunities and other income generating activities • Establish new extension approach based on the farmers and focusing on technology transfer within the community • Improve access to inputs including drought resistant seed varieties, fertilizers and credit • Develop small water catchment facilities including water harvesting, on-farm storage tanks etc. • Improve irrigation management and efficiency • Control wadi flows for irrigation and recharge of water table
Fisheries	Artisanal fishermen utilising the coastal waters close to the shore	<ul style="list-style-type: none"> • Poor isolated fishing communities with poor social and economic services • Traditional fishing technology and low productivity • Poor market and cold chain infrastructure • In adequate fishermen organizations and local institutions • Competition from illegal fishing by industrial fleets from other countries 	<ul style="list-style-type: none"> • Improve living conditions in fishing communities • Develop market infrastructure and cold chain • Develop shore facilities • Strengthen fishermen organizations to strengthen market bargaining power • Introduce modern sustainable fishing technology • Improve resource management and control of illegal fishing
Employment opportunities	All disadvantaged rural poor, particularly youth and women	<ul style="list-style-type: none"> • Absence of off-farm employment opportunities in rural areas • Low educational and skill standards of unemployed, particularly youth and women 	<ul style="list-style-type: none"> • Improve educational and skill level of job seekers • Create off-farm micro and small productive and other enterprises • Literacy and life skills training for women • Provide skill training to improve the unemployed access to job opportunities anywhere
Market access	Farmers and small food processors and other rural entrepreneurs	<ul style="list-style-type: none"> • Lack of knowledge to obtain market information • Poor physical road condition and lack of telecommunications • Distance and limited scope of markets • Limited ability of producers to respond to market opportunities • Poorly developed supply chain services 	<ul style="list-style-type: none"> • Identify markets with greatest potential for forward linkages • Support the improvement of market infrastructures • Develop network of rural business service providers • Assist farmers to organise into marketing groups to improve their bargaining position and exploit economies of scale

Priority Areas	Affected Group	Major Issues	Actions Needed
Natural Resource Management	<ul style="list-style-type: none"> All population living in areas where terrace systems are deteriorating Rural families living near wadi beds Rural families dependent on the rangeland 	<ul style="list-style-type: none"> Degradation of terrace systems leading to loss of soil cover and severely reducing agricultural land Erosion of cultivable land by wadi bank damage during flash floods Deforestation through fuel wood and fodder collection Degradation of rangeland resources due to overgrazing 	<ul style="list-style-type: none"> Rehabilitation of terraces Training on efficient range management techniques Protection of wadi banks Establishment of water flow slowing mechanisms to improve ground water recharge Rehabilitation of range land through closure and replanting
Livestock Production	Small livestock holders	<ul style="list-style-type: none"> Low productivity of livestock Low animal husbandry standards Inadequate nutrition and low hygiene Absence of livestock husbandry extension Prevalence of animal diseases and inadequate access of veterinary services Veterinary services usually offered by men; cultural norms preclude male vets from visiting households when only women are present 	<ul style="list-style-type: none"> Establish livestock extension services at community level Improve veterinary services through the use of community animal health workers (para vets), preferably women supported by technicians, vet laboratories, and increased public and private veterinary services Improve livestock nutrition through introduction of feed supplements
Inaccessibility of highland communities due to poor road conditions	<ul style="list-style-type: none"> Small and large farmers, landless households, women and children 	<ul style="list-style-type: none"> Poor access of rural communities represents a major obstacle to rural economic growth and sustains poverty in the rural areas Access situation problems are more acute in the mountainous areas Under-funding of road maintenance and lack of maintenance over decades 	<ul style="list-style-type: none"> Development of clear institutional responsibility for development and maintenance of the rural road network Allocation of greater funding for road maintenance Strengthening of capacity of district councils to plan, prioritise and implement maintenance programmes Development of appropriate, cost effective design standards and implementation methodologies for different categories of rural roads (intermediary rural roads, village access/feeder roads, etc.) Development of mechanisms for funding of maintenance at the community level
Rural Economic Infrastructure	All rural population	<ul style="list-style-type: none"> Poor social and economic infrastructure Inadequate water supply, road access and power supply Lack of community ownership/management and hence sustainability of existing infrastructure low 	<ul style="list-style-type: none"> Specific, demand-focused investment in critical infrastructure, especially water supply, and community level surface water retention structures Community involvement in identification, planning, implementation and management of rural infrastructure facilities
Rural Finance	Rural producers lacking capital	<ul style="list-style-type: none"> Limited numbers of MCO and other formal rural financial institutions No legal basis for community level savings and credit institutions 	<ul style="list-style-type: none"> Support existing micro-finance institutions to: <ul style="list-style-type: none"> ➤ Access loan funds ➤ Develop products suitable for agricultural and

Priority Areas	Affected Group	Major Issues	Actions Needed
		<ul style="list-style-type: none"> • MCOs with poor skills in agricultural lending and suitable rural products • MCOs with limited access to loan funds and therefore limited outreach • Agricultural credit bank (CACB) increasingly operating as a commercial bank and focusing on urban activities • Practically, no access to formal credit for women, landless and landholders without formal written titles • Absence of banking culture among farmers • Limited informal credit systems, mainly from rich individuals, relatives or traders 	<ul style="list-style-type: none"> • rural lending <ul style="list-style-type: none"> ➤ Expand out reach ➤ Improve financial management ➤ Adopt best international practice • Engage in policy dialogue concerning the development of a country-wide micro finance delivery system in the rural areas, including community level savings and credit associations
Gender	Rural women	<ul style="list-style-type: none"> • High degree of gender inequality • Very low level of female literacy • Poor health situation of most women • Low girls' school attendance • Women lack control over important farm assets 	<ul style="list-style-type: none"> • Empowerment of women in social and community affairs • Increase girls' attendance at school, in other educational mechanisms by reducing domestic workload for women • Provide literacy training for women • Provide skill and income generation training to women • Improve domestic water supply • Improve women's access to financial and business services

Key file 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis)

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats
Enablers			
Ministry of Agriculture and Irrigation (MAI)	<ul style="list-style-type: none"> • Since 1970 significant public capacity created where none existed before • Project implementation experience 	<ul style="list-style-type: none"> • Traditional civil service mindset • Overstaffing • Limited operating budget • Limited management and implementation capacity • Inadequate animal health services 	<ul style="list-style-type: none"> • Aden Agenda, adopted by Council of Ministers in 2000 reflects government policy for streamlining, liberalization and privatization
Ministry of Fish wealth (MFW)	<ul style="list-style-type: none"> • Qualified pool of staff • Project implementation experience 	<ul style="list-style-type: none"> • Traditional civil service mindset • Overstaffing • Limited operating budget • Limited management and implementation capacity 	<ul style="list-style-type: none"> • Recent reorientation of MFW as service provider
Ministry of Local Administration	<ul style="list-style-type: none"> • Local government institutions should now develop, finance and implement own plans 	<ul style="list-style-type: none"> • Lack of financing capacity • Low technical capacity • Strongly politicized approach 	<ul style="list-style-type: none"> • Relationship with SFD could strengthen its capacities • Commitment to poverty reduction not demonstrated • IFAD-financed projects provide opportunities to support capacity-building of local administrative structures at the community and uzla levels
Ministry of Public Works and Highways (MPWH)	<ul style="list-style-type: none"> • Mandate to develop institutional capacity for development and management of the entire rural road network • Has engineering staff within the districts 	<ul style="list-style-type: none"> • Main focus is on major roads • Recently also taken over responsibility for rural intermediary roads and feeder roads but without getting much additional resources for management and maintenance 	<ul style="list-style-type: none"> • Offers synergies with IFAD-financed rural infrastructure project components • Enhanced implementation of IFAD-financed rural infrastructure projects/ components
Rural Access Programme (RAP)/ Public Works Project (PWP)	<ul style="list-style-type: none"> • Experience in implementation of wide range of rural infrastructure • Testing and demonstrating new technical standards and implementation procedures for rural access roads • Poverty focus • Engaged in operationalizing modalities for funding of maintenance of rural roads 	<ul style="list-style-type: none"> • Present priority is for rural intermediary or secondary roads and limited attention to tertiary roads • Not at present dealing with the lowest category of village access roads • Limited experience of least-cost design standards appropriate for improvements to quaternary roads. • Implementation by contractors for 	<ul style="list-style-type: none"> • Offers synergies with village access road components as it focuses on the main rural road network • Access to body of qualified and experienced manpower through local consultants • Emphasis on labour intensive techniques but implemented through local small contractors • Opportunity to employ local knowledge and community

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats
		rural intermediary roads and hence limited experience of community implementation	participation in design and contracting
Agricultural Research and Extension Authority	<ul style="list-style-type: none"> • Qualified pool of research staff • Reasonable experience and capabilities • Good facilities for research, training and extension 	<ul style="list-style-type: none"> • Classic bureaucratic and academic attitude • Limited management skills • Limited touch with farmers' problems • Limited connection between research and extension • Lack of operating funds 	<ul style="list-style-type: none"> • New strategy focuses on economic aspects, rainfed and traditional systems • Increasing interaction with farming community to redefine research needs and emphasise adaptive research and demonstration on farmer fields
Cooperative and Agricultural Credit Bank	<ul style="list-style-type: none"> • Experience with small farmers • Experience with some women and micro-enterprise schemes 	<ul style="list-style-type: none"> • Weak capital base, high transaction costs and limited out reach • Weak central bank supervision capacity • Has become urban based commercial bank with limited interest in working with smallholders and the poor 	<ul style="list-style-type: none"> • Commercialized • Lack of interest in rural financial services due to high costs and low profitability • Refocus of activities on urban and commercial activities
Cooperatives, Agricultural and Fisheries	<ul style="list-style-type: none"> • Wide outreach (400 primary and 4 general agricultural cooperatives throughout the country; 120 fisheries cooperatives in 10 coastal governorates; • Cover wide areas of agricultural and agriculture-related activities; • Many specialize in individual products such as coffee, potato, apiary, fisheries; • Multi-purpose coops practise varied activities e.g. production, supply of inputs, marketing; 	<ul style="list-style-type: none"> • Very few cooperatives are active. Majority of them have weak capacity and are ineffective; • Fisheries cooperatives far more successful; 	<ul style="list-style-type: none"> • Development of the capability of cooperatives to deliver credit effectively would necessitate considerable time and technical support;
Service Providers			
Social Fund for Development (SFD)	<ul style="list-style-type: none"> • Leader in Yemen of participatory approaches • Strong experience of participatory infrastructure construction • Developing capacity in economic infrastructure development • Has demonstrated concern to reach the poor • Competence/commitment staff • Presence in all Governorates • Strong body of trained consultants 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited experience in implementing agricultural projects • Overconfidence in own capacity 	<ul style="list-style-type: none"> • Problem of overlap with various ministries • Competition with other agencies • Cooperation with IFAD financed projects would contribute to enhancing experiences in agricultural productive activities, strengthening SFD's rural development capacity and wield greater influence in Yemeni RD policy

Key file 3: Complementary donor initiative/partnership potential

Donor/Agency	Nature of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
World Bank (IDA)	<ul style="list-style-type: none"> • Groundwater and Soil Conservation Project – Funding for water use efficiency in groundwater irrigation; spate irrigation improvement, water harvesting and soil conservation in uplands, terrace rehabilitation and wadi protection 	<ul style="list-style-type: none"> • Countrywide 	<ul style="list-style-type: none"> • On-going 	Strong – IFAD financed projects will need to harmonise implementation modalities to prevent confusion for communities
	<ul style="list-style-type: none"> • Social Fund for Development III 	<ul style="list-style-type: none"> • Countrywide 	<ul style="list-style-type: none"> • Ongoing 	Very Strong – selected partner to implement productive rural development component
	<ul style="list-style-type: none"> • Rural Water Supply and Sanitation Project 	<ul style="list-style-type: none"> • Ibb, Abyan, Hajja, Amran, 	<ul style="list-style-type: none"> • Ongoing 	Strong, potential partner for funding and implementing drinking water schemes
	<ul style="list-style-type: none"> • Third Public Works Project 	<ul style="list-style-type: none"> • Countrywide 	<ul style="list-style-type: none"> • Ongoing 	Strong –potential partner to cooperate in funding rural infrastructure schemes
	<ul style="list-style-type: none"> • Management and Preservation of Fishery Resources (Fisheries V) 	<ul style="list-style-type: none"> • Coastal areas 	<ul style="list-style-type: none"> • Ongoing 	Strong – implementing fisheries development initiatives (market development, resource management, control and supervision)
European Union	<ul style="list-style-type: none"> • Grant funds for rural roads and irrigation systems through counterpart funds linked to food aid assistance • Support of fisheries development 	<ul style="list-style-type: none"> • Countrywide • Coastal areas 	<ul style="list-style-type: none"> • Ongoing • Ongoing 	Strong – potential partner for funding and implementing fisheries and water development initiatives
France	<ul style="list-style-type: none"> • Part of proceeds from monetization of food assistance used to support coffee project with MAI 	<ul style="list-style-type: none"> • Countrywide 	<ul style="list-style-type: none"> • Ongoing 	Strong –potential financier for promotion of crop diversification aspects of the project
Germany/GTZ	<ul style="list-style-type: none"> • IDAS 3 capacity building of community organizations in planning and skills development 	<ul style="list-style-type: none"> • Taiz, Ibb, al Baidha, Lahej, Abyan 	<ul style="list-style-type: none"> • Completed 	Lessons learnt should be shared with IFAD-funded projects
CARE	<ul style="list-style-type: none"> • Domestic water supply and terrace rehabilitation 	<ul style="list-style-type: none"> • Mahweet 	<ul style="list-style-type: none"> • Completing 	Has created precedent for donor driven participatory approaches, technical standards average, high staff to results ratio

Key file 4: Target group identification, priority issues and potential response

Typology	Priority Needs	Potential Response
Small farmers	<ul style="list-style-type: none"> • Access to improved rainfed technology • Access to veterinary services • Access to good extension for rainfed crops, fruits, vegetables, honey production • Access to female extensionists for livestock husbandry • Education in improved crop and animal husbandry • Awareness of improved range management practices • Improved road infrastructure to access markets and services • Improved access to water • Improved access to social services (medical and educational) • Higher standards of education 	<ul style="list-style-type: none"> • Improvements in local landraces • Establishment of improved seed production and marketing groups • Support to water harvesting at the household and community levels for domestic and irrigation use; • Training of community animal health workers and veterinary technicians • Formation of village groups for livestock holding, to transmit improved husbandry and nutrition advice • Extension in improved crop husbandry practices which, combined with the improved seeds, should significantly increase yields and production • Skill and management training to improve farmers' ability to increase their off-farm income generating potential • Formation and training of community groups /committees to enable them to access funding and support to improve their social services • Cooperation with rural micro-finance institutions
Landless poor	<ul style="list-style-type: none"> • Access to improvements in livestock husbandry (extension, nutrition, animal health services) and ensuring that women have access to these services • Skill development for men and women to improve off-farm income generation potential locally and in neighbouring towns • Access to micro-credit • Agricultural skill development and access to improved seeds to increase income from sharecropping • Management skill development for micro-enterprises and community activities 	<ul style="list-style-type: none"> • Access to improved drinking water supplies • Technical and managerial training to improve skills and potential income generation for men and women • Formation of producer and community groups to improve access to services • Improvements in community productive infrastructures • Establishment of micro enterprises • Provision of rural micro-finance • Provide employment in terrace rehabilitation, wadi protection and other infrastructure construction • Training of community animal health workers, particularly women
Artisanal fishermen	<ul style="list-style-type: none"> • Protection from resource depletion by industrial fleet • Improved market infrastructure and competition • Access to financing 	<ul style="list-style-type: none"> • Resource management/policy reform • Shore facilities • Rural finance
Poor Rural Women	<ul style="list-style-type: none"> • Improved access to water • Higher incomes from agriculture and livestock • Access to credit • Literacy and life skills training • Livestock husbandry training • Training in management and income generating skills 	<ul style="list-style-type: none"> • Training of female community facilitators and female extension workers • Capacity-building of women to participate in community development and in preparation and implementation of sub-projects • Provide adult literacy classes • Training for technical and managerial skills for micro-enterprises • Provide access to rural financial services • Water harvesting to provide more and better quality drinking water • Provide employment in terrace rehabilitation and other infrastructure improvement sub-projects

